

COURANT ALTERNATIF
courant
alternatif

- ▶ L'AVENIR DES MOUVEMENTS SOCIAUX
- ▶ DES LYCÉES SOUS PRESSION
- ▶ LA MINISTRE ET LES ONZE VACCINS
- ▶ LA CONTESTATION AU VIÊT NAM
- ▶ FLORES MAGON ET L'ANARCHISME AU MEXIQUE

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 274 | NOVEMBRE 2017 | 3€



**Aujourd'hui comme hier,
LUTTER !**

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrécore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé dans le Poitou

La maquette à Poitiers

La commission journal du numéro de décembre aura lieu à Nantes

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égrécore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE

oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o égrécore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

PERIGORD/QUERCY

ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif" c/o Maison del'écologie 4 rue Bodin 69001 Lyon ocl-lyon@laposte.net
• Valence : ocl-valence@riseup.net

SUD-EST

Grasse : ocl.sudest@gmail.com

CONTACTS

Figeac, passer par oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE



ÉDITO ► PAGE 3

SOCIAL

- PAGES 4-8 Paysage politique postélectoral et avenir des mouvements sociaux
- PAGES 8-9 Retour sur la grève à l'usine Capitaine Houat à Boulogne-sur-Mer
- PAGES 10-11 Des lycées sous pression

SANTÉ

- PAGE S 12-13 La ministre et les onze vaccins

RÉPRESSION

- PAGE 14 Loi antiterroriste 2017 : vers un Etat policier
- PAGE 15 Procès à Poitiers et à Niort

BIG BROTHER ► PAGES 16 à 17

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► PAGE 18

- PAGE 19 Dernier salut à notre ami et camarade Jean Van Zaanen

VERTEMENT ÉCOLO ► PAGE 20

TOUCHONS LE FOND

- PAGES 21-22 «La Fabrique du musulman» - Nedjib Sidi Moussa - débat

INTERNATIONAL

- PAGE 23 Ça bouge au Mali
- PAGES 30-31 L'écologie, élément fédérateur de la contestation vietnamienne ?

NOTRE MÉMOIRE

- PAGES 24-29 Rêveurs et utopistes, Ricardo Flores Magon et l'anarchisme au Mexique

CORRESPONDANCE

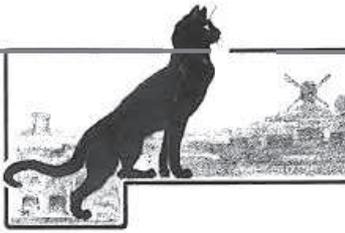
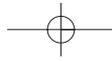
OCL c/o Egrécore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF
novembre 2017
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé



Nous ne sommes pas de leur monde !

Même s'il faut rester prudent en la matière – les explosions sociales ont généralement la délicatesse de ne pas nous prévenir de leur venue ! –, la sauce semble ne pas prendre pour l'instant pour que se dessine un mouvement social à la hauteur des attaques du patronat et du gouvernement contre les classes populaires.

Pourquoi ?

L'explication selon laquelle cela provient des divisions syndicales et de la « trahison » de certaines officines est un peu courte.

On sait depuis longtemps que le syndicalisme est traditionnellement faible en France (moins de 10 % de syndiqués non cadres chez les salariés), et pourtant des mouvements comme ceux de 1995 contre la réforme des retraites et de la Sécurité sociale, de 2006 contre le CPE, sans remonter à Mai 68, sont capables de faire entrer des millions de travailleurs et travailleuses en lutte, bien au-delà des confédérations.

Evidemment, une union syndicale, surtout portée par la base, est un plus à ne pas négliger, mais c'est loin d'être le sésame pour que s'ouvrent les portes d'une contestation massive et active. Même s'ils sont unis, la vocation des syndicats n'est pas d'ouvrir les portes à un autre futur ni de libérer les imaginaires !

Les salariés, les précaires, les chômeurs ne sont pas des veaux, comme le pensait le général de Gaulle des Français, ni des moutons que l'on mobilise d'un claquement de doigts. Pour qu'ils et elles se mettent en mouvement, il leur faut bien autre chose que l'« unité syndicale » sur laquelle l'extrême gauche pleurniche depuis les scissions de 1921 ou 1947.

Il faut que naissent des perspectives.

Il nous faut un moteur qui dépasse le syndical ou la simple revendication sectorielle ou corporatiste. Il nous faut ressentir l'envie de nous battre pour quelque chose, même si c'est peu de chose. Il nous faut en tout cas avoir le sentiment d'exister collectivement, d'être dans une dynamique heureuse et créatrice qui retisse du social, et pas seulement une fois de temps en temps dans la rue.

Macron n'est pas du même monde et les classes populaires le savent. La bourgeoisie semble triomphante, mais elle est malgré tout aux abois et a du mal à répondre au discrédit qui frappe une classe politique rarement aussi servile vis-à-vis du patronat.

Face à sa chute dans les sondages, Macron donne à ses troupes des consignes pour une meilleure... communication. Cela ne suffira pas à faire oublier ses formules méprisantes à l'égard des « fainéants » dont il est censé être le Président, et moins encore son programme ultralibéral. La « préoccupation » très médiatisée que montre sa secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes en-

vers le harcèlement n'y parviendra pas davantage – quelle que soit la réalité de celui-ci : le gouvernement actuel ne peut pas plus que son prédécesseur de « gauche » nous faire oublier, par des « sujets de société » tels que le mariage homosexuel, la parité hommes-femmes ou encore l'écriture « inclusive », la misère et la précarité dans la société française en général.

Macron s'inscrit bien dans l'ère du postmodernisme : il tiendra beaucoup plus facilement un discours antiraciste ou antisexiste qu'il ne cherchera à réduire les inégalités entre les classes. On n'est pas loin avec lui, même si le style des deux bonhommes diffère, du « traitement » de ces inégalités par Sarkozy – avec comme formule magique une méritocratie largement contredite par l'absence de mobilité sociale dans la France actuelle.

Et puis, sur le terrain de la répression, loin de se démarquer des présidences précédentes, celle de Macron renforce les innombrables lois sécuritaires déjà existantes, en s'appuyant sur la « lutte contre le terrorisme » pour intégrer l'état d'urgence dans la Constitution, et rendre aussi ordinaires la présence de militaires dans les rues que les contrôles dans tous les secteurs de la société. Comme d'habitude, les procédures mises en place pour empêcher les attentats djihadistes servent à accroître et pérenniser le sécuritaire et le répressif en général. Les procès qui se multiplient contre les personnes ayant participé au mouvement contre la loi travail le montrent bien, par la lourdeur de leurs peines.

En particulier celui de la voiture de police incendiée quai de Valmy, le 18 mai 2016. Sur la base du témoignage anonyme d'un policier du renseignement, les sentences suivantes sont en effet tombées contre sept des prévenus : un an de prison avec sursis pour « participation à un groupement en vue de la préparation de violences volontaires » ; deux ans dont un avec sursis pour l'« auteur de coups de poing et de coups de pied sur le véhicule » ; quatre ans dont deux avec sursis pour « jet d'un plot métallique sur le pare-brise » ; cinq ans dont deux et demi avec sursis pour « coups à l'arrière de la voiture à l'aide d'un plot métallique » ; cinq ans dont deux et demi avec sursis pour « coups sur le policier avec une tige » ; cinq ans dont deux avec sursis sans mandat de dépôt pour « agression du policier à l'intérieur de la voiture et bris de la vitre arrière » ; sept ans ferme pour le jet du fumigène.

Face à toutes ces réalités, la solidarité est primordiale.

Parce que la solidarité, c'est avant tout ce qui permet de multiplier les fronts, même infimes, de lutte et d'apprendre à ne pas avoir peur, pour gagner – et c'est aussi vrai pour combattre le harcèlement sexuel que les politiques antisociales ou sécuritaires.

OCL Poitou





Paysage politique postélectoral et avenir des mouvements sociaux

Les analyses qui suivent sont la retranscription (1) d'un débat qui a eu lieu en juillet dernier, lors des rencontres libertaires du Quercy organisées par l'OCL. Il portait sur la situation politique et sociale après les élections (présidentielle et législatives) et sur l'avenir des mouvements sociaux dans ce contexte. Certes, depuis cet été, bien des événements se sont produits, mais les échanges d'alors ont encore, nous semble-t-il, un intérêt pour rendre compte de la situation actuelle.



Les élections et leurs résultats

C'est peut-être la première fois en France que des élections reflètent à ce point un vote qui diffère selon les classes sociales. D'une part, les sondages sur les abstentions, les votes blancs et les votes nuls montrent que ce ne sont pas les cadres supérieurs qui se sont abstenus, mais bien la classe ouvrière, les chômeur-euse-s ; par ailleurs, une partie d'entre eux-elles ont voté soit pour le Front national (FN), soit pour La France insoumise (LFI). D'autre part, les réponses données selon les catégories socioprofessionnelles indiquent que Macron a été élu par la « nouvelle » bourgeoisie, les bobos, cette « France qui gagne », détentrice des nouvelles technologies, start-up et autres « réussites » individuelles, contre la France des déconnecté-e-s, des laissé-e-s pour compte.

(1) Cette retranscription a été faite au plus près des échanges. On peut donc y trouver des répétitions, des rebonds, d'une intervention à l'autre. L'écriture, on l'espère, n'apparaîtra pas trop décousue, mais plutôt « à sauts et à gambades », pour reprendre (sans prétention) la formule célèbre de Montaigne.

Nous avons tendance à nier que ce sont des prolétaires qui ont voté FN aussi et surtout. Or, ce qui saute aux yeux, c'est que ce ne sont pas les petit-e-s bourgeois-e-s, les commerçant-e-s, qui ont fait le gros du contingent des 10 millions de voix pour Marine Le Pen.

Dans les villes et quartiers où il y a une forte population d'origine maghrébine, ceux que l'on nomme les « musulmans d'apparence » ont voté au premier tour à 50 % – il s'agit en fait de 50 % des votants ; 50 % parmi eux se sont donc abstenus –, et Mélenchon est en tête de leurs choix. L'interprétation possible est qu'il a pu apparaître comme le candidat le moins discriminant, compte tenu de tous les propos racistes tenus durant cette campagne. Les chiffres indiquent aussi qu'il est arrivé en tête chez des salarié-e-s et ouvrier-ère-s qui ont la garantie de l'emploi, mais pas chez les précaires.

Selon l'INSEE, sur 100 personnes qui appartiennent à la catégorie « ouvrier en âge de voter », 8 ne votent pas parce qu'étrangères, 12 ne sont pas inscrites et, sur les 80 personnes restantes, seulement 1 sur 2 vote. Des taux d'abstention de 60 à 80 % ont été relevés en Seine-Saint-Denis ; là, il est clair que le vote de classe a joué. Des phénomènes de décrochage avec des opinions ou des représentations en rapport avec la chose politique, c'est-à-dire la gestion gauchroïde de la société des décennies passées, ont lieu sur certains territoires ; ce n'est pas anodin si 5 des 8 député-e-s du FN élus l'ont été dans le Nord-Pas-de-Calais. C'est une situation vraiment marquante, avec une population en souffrance, en grande difficulté dans une région où la désindustrialisation est forte, mais qui a aussi un problème d'accès à la culture et à l'éducation. A Boulogne-sur-Mer, le FN c'est 3 personnes, alors que le résultat de ce parti aux élections est de 43% ; cela ne correspond pas forcément à une adhésion aux idées du FN.

On constate de plus une vraie divergence entre communes rurales et grandes villes. Dans les zones rurales, il y a des phénomènes de décrochage (vis-à-vis du bipartisme) et une thématique réactionnaire ; et l'abstention est moins forte qu'en ville. Dans de grandes villes comme Paris ou Toulouse, le taux d'abstention est élevé et les votes pour Macron sont à hauteur de 80 %.

C'est la première fois que le pouvoir en place n'a pas avec lui une partie des prolétaires, contrairement aux anciens Présidents qui avaient toujours une frac-

tion de leurs voix. Cela peut contribuer à affaiblir les possibilités qu'aura le nouveau pouvoir pour gouverner. On voit cependant qu'une petite partie du salariat ou du non-salariat précaire a voté pour Macron au premier tour. L'ubérisation de la société proposée par ce candidat a plu à un certain nombre de précaires, avec le discours « Sois auto-entrepreneur, arrête de demander des allocations, RSA et autres APL, assume individuellement ta condition... » Et on retrouve la défense de cette société ubérisée dans une petite partie des élu-e-s de La République en marche (REM) à l'Assemblée nationale, ainsi que dans l'équipe avec laquelle Macron s'est fait élire.

Si on met en relation les mouvements qui ont agité la France et les élections, le paradoxe est que, malgré la mobilisation (même restreinte) contre la loi travail (loi purement macroniste) et malgré les abstentions, votes nuls, blancs et contre –, Macron accède au pouvoir avec une majorité confortable. Comment se fait-il que, avec 60 % de personnes contre la loi travail, Macron soit élu aussi largement, et quelles en seront les répercussions sur le mouvement social ? Déjà, à la fin du mouvement contre, les mélenchonistes distribuaient des tracts disant que cela allait se régler par les élections. Mais Macron a aussi une majorité absolue à l'Assemblée ; et du coup, pour le Front social qui se met en place, n'y a-t-il pas des doutes sur sa capacité à rebondir ? Alors que nous avons perdu sur la loi travail, peut-il y avoir des perspectives pour la rentrée ?

S'il n'y avait eu que l'enjeu de la loi travail, Macron n'aurait peut-être pas été élu ; mais l'enjeu s'est déplacé vers l'antifascisme ; même si les gens savaient que, derrière l'élection de Macron, il y aurait la loi travail 2. Mais il est vrai aussi que le chantage au FN n'a pas très bien fonctionné : pour la première fois, des gens ont refusé l'injonction, faite au nom de la préservation des « valeurs républicaines », de voter contre le FN et contre le fascisme ; d'où les abstentions, et surtout les bulletins blancs et nuls.

De plus, Macron a bénéficié d'un concours de circonstances pour être présent au second tour : pour la première fois lors d'une présidentielle, la gauche – sauf LFI – ne représentait presque plus rien et la droite était en crise. Sans les affaires concernant Fillon, celui-ci serait peut-être aujourd'hui au pouvoir.

Enfin, il faut dire que Macron est le Président de la Ve République le plus mal



élu, avec seulement 30 % des inscrit-es. En fait, ce sont ceux-elles qui étaient pour la loi travail qui l'ont élu, son élection reflète exactement le rapport de forces durant l'opposition à cette loi, soit 60 à 70 % contre et 30 à 40 % pour. Et s'il a été aussi mal élu, c'est grâce au mouvement contre la loi travail, et c'est bien la première fois qu'un mouvement social agit autant sur le résultat d'une élection.

Tout cela fait que Macron n'est pas dans une situation de force, sa légitimité n'est qu'apparente ; sa popularité peut s'écrouler très vite ; des fêlures apparaissent dans son camp, qui est composite. Il y a donc une opportunité pour résister ; la situation pour lui est loin d'être favorable.

Si nous ne nous réjouissons pas du fort taux d'abstention lors de cette élection, qui pourrait pourtant apparaître comme une remise en cause de la démocratie représentative, c'est parce qu'il ne s'agit pas là d'une réelle remise en cause. Le besoin de rupture s'est traduit par des votes pour le FN ou pour Mélenchon, mais s'il y a eu autant d'abstentions et de votes nuls c'est parce qu'il n'y a pas d'alternative ; le besoin de rupture ne s'est pas traduit sur le terrain électoral par quelque chose qui lui correspondrait.

Une bourgeoisie « nouvelle » ou pas ?

Il n'y a pas de nouvelle bourgeoisie avec Macron, il y a simplement un changement de personnel dans les appareils idéologiques de liaison entre la bourgeoisie et les classes populaires. Ceux-elles qui étaient les gardes-chiourme traditionnels, la petite bourgeoisie intellectuelle, une partie du corps enseignant, tous ceux-elles qui ont joué pendant près d'un siècle le rôle d'appareils intermédiaires, sont remplacés par une classe plus technicienne qui est à l'image de Macron. La bourgeoisie a trouvé des personnages correspondant mieux au niveau technologique et à la nouvelle structuration de la société, pour servir de tampon entre les classes populaires et la bourgeoisie, celle qui tient les rênes, les plus importantes, des moyens de production, des moyens financiers, etc.

Plutôt que d'une « nouvelle » bourgeoisie, il s'agit d'une alliance entre deux fractions de la bourgeoisie. D'une part la vieille bourgeoisie et le vieux complexe militaro-industriel, toujours présents (Areva, Thalès, etc.), d'autre part des gens qui veulent que cela aille vite, qui poussent à un type de capitalisme lié à l'innovation, à la vitesse, aux grands chantiers, qui veulent un profit maximal et rapide avec un minimum de contraintes ; par exemple, la réforme du code de l'urbanisme, qui permet la construction sans obstacles de centres commerciaux et autres espaces lu-

diques, source de spéculation et d'enrichissement pour certains.

Le terme de « nouvelle » bourgeoisie correspond donc plutôt à un renouvellement au niveau de la classe d'âge. Ces gens nés dans les années 80 qui accèdent au pouvoir sont totalement ignorants de tout ce qui pouvait être les « valeurs de gauche ». Ce renouvellement générationnel coïncide avec une sorte de revanche des jeunes à l'encontre d'une société figée, y compris de cette bourgeoisie, la classe politique traditionnelle installée au pouvoir depuis longtemps. Ces envies de changement, de nouveauté, de progrès qui sont traditionnellement portées par la jeunesse sont reprises dans le discours de Macron.

Mais ce n'est pas une « nouvelle » bourgeoisie, car seule la courroie de transmission de la bourgeoisie est modifiée. Il reste 50 % de vieux briscards de la politique à l'Assemblée nationale. Et les 50 % dits nouveaux ne sont que la première génération de ceux-elles qui ont été élevés avec pour valeurs le développement de l'individualisme, la reconnaissance du mérite. Ces « gagnants » font partie de la classe moyenne supérieure, qui a fait des études et a bien intégré l'individualité, c'est-à-dire faire travailler les autres pour son profit tout en restant « copains », car la réussite ne peut être qu'individuelle – du style startup, nouvelles technologies, pôles d'excellence –, certainement pas collective.

Dans une partie de la population existe une sorte d'idéologie représentée par le citoyennisme, et on peut être macroniste et défendre ce leurre qu'est la démocratie participative : dans le projet de Macron figure ainsi la possibilité d'une pétition signée par un certain nombre de personnes qui pourraient poser une question à l'Assemblée législative. Les technocrates ou la classe de technicien-ne-s, ceux-elles qui ont pris la place des vieux briscards de la politique, font partie de ces gens qui défendent par exemple le bio, un bio de luxe, et l'écologie politique qui va avec. Leur représentant au gouvernement est Hulot ; cette vision politique nous a déjà été vendue, avec Voynet à Montreuil par exemple. Ces gens font partie d'une certaine bourgeoisie, celle qui nous vend des trucs « participatifs »... auxquels tout le monde ne peut pas participer, vu la forme que cela a. On peut les retrouver dans les troupes des macronistes, mais aussi chez les mélenchonistes – même si ces derniers sont plus à gauche et moins libéraux que les macronistes au niveau économique. La vision politique selon laquelle le-la citoyen-ne est responsable de ce que fait le gouvernement et de ce qui se passe dans le monde, vision qui débouche sur une nouvelle façon d'être ensemble, est défendue à la fois par Mélenchon et par Macron.

POLICE DE PROXIMITÉ, LE RETOUR DES ILOTIERS

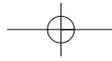


La reconfiguration politique

La présidentielle a eu une dimension de classes. On y a vu disparaître, du moins en apparence, la social-démocratie ; les deux candidats qui se sont affrontés à la primaire du PS ne sont plus dans ce parti. Cette apparente disparition de la social-démocratie correspond à un phénomène qui a commencé au niveau européen en Grèce, s'est poursuivi en Espagne et va probablement avoir lieu en Wallonie. A noter cependant qu'il se passe des choses curieuses au sein de la social-démocratie, par exemple avec Corbyn en Grande-Bretagne, ou Sanders aux Etats-Unis. Et n'est-ce pas un leurre de dire que la social-démocratie a disparu en France, puisqu'un Mélenchon appartient totalement à ce courant ?

En tout cas, c'est la première fois que les deux formes historiques de représentation collective, à savoir les partis de gauche et de droite majoritaires qui depuis cinquante ans géraient la République, n'ont pas été capables, malgré leurs moyens, leur envie et leur mobilisation, de reproduire ce qu'ils savent faire le mieux d'habitude : garder le pouvoir.

Il faut insister sur ce phénomène, certainement le plus intéressant et important, de la mise à l'écart de la forme biparti (PS-LR), qui était censée incarner et produire les représentant-e-s politiques de la Ve République. Cela a été pour une part dû à des phénomènes au sein de ces partis, avec un niveau de crâpulerie assez énorme, voire une lutte interne quasi mafieuse. On a ainsi vu lors des primaires l'élimination des candidats les plus en vue dans chaque parti, ce qui modifie vraiment le rapport poli-



social

tique. Les partis militants qu'ont été longtemps le PS et même les partis de la droite ont disparu.

Le FN ne pensait quant à lui pas prendre le pouvoir cette fois-ci mais incarner une alternative pour la suite. Les résultats de la présidentielle sont pour lui un très gros échec. Il est probable qu'il éclatera dans les mois à venir. Le FN a défendu dans la campagne électorale des thèses extrêmes, telles que la haine de l'autre, mais le vote en sa faveur a eu lieu dans des régions ouvrières qui étaient la chasse gardée du PC et du PS il y a encore trente ans (là où ont été élus Collard, Aliot, Ménard, Bompard...). Le vote FN reste pour beaucoup un vote protestataire et, en ce sens, il y a une certaine interférence entre les votes pour Le Pen et pour Mélenchon. Ainsi, dans des villes communistes, ou à forte présence ouvrière autour de Marseille, on a voté Mélenchon au premier tour et Le Pen au second. Le FN a réussi dans certaines régions du Nord à représenter une part non négligeable du vote ouvrier, et du vote paysan dans certains départements. Mais sa crise interne est très sérieuse et, pour les années à venir, ses moyens ne sont pas évidents.

Avant, le pouvoir en France était aux mains des partis politiques ; or la REM et LFI ne sont pas des partis, ou du moins pas encore. Mais doit-on s'interroger sur le devenir des appareils partidaires de gauche (tel le Parti de gauche, qui a été la base de Mélenchon) comme de droite, dont certains sont en crise, bouffés par les affaires ? Le fait que se créent des rassemblements et autres mouvements n'ayant pas la forme partidaire est-il important ? Pour les gens au pouvoir, la « crise des partis » implique une certaine fragilité, parce qu'ils pouvaient compter avant sur de la discipline : les godillots existaient au PS comme à LR. Dans la REM, les affilié-e-s sont aussi là pour obéir, mais ils-elles sont très disparates. On va voir combien de temps va durer ce

« mouvement » : des erreurs et des bêtises ont déjà été faites et dites par ses député-e-s.

Par ailleurs, concernant les partis en général, il ne faut pas oublier que le pouvoir politique en France réside pour une bonne part dans les régions, qui, avec la décentralisation, jouent un rôle de plus en plus important dans la structuration de la vie politique (sans oublier le rôle des départements) ; or, dans ces institutions, la classe politique traditionnelle est encore très présente. Il faut donc relativiser la disparition de la forme partidaire. Le fonctionnement des mouvements apparus depuis la mobilisation contre la loi travail reste celui d'un parti. Ainsi, les candidat-e-s France insoumise aux législatives ont dû signer une charte disant qu'ils-elles voteraient ce que le chef demandait et ceux-celles qui ne l'ont pas signée n'ont pas été adoubés.

D'autre part, ce n'est pas parce que les partis de droite et de gauche ont été battus électoralement que leur pouvoir de nuisance est fini et que leurs réseaux ne vont pas se mettre en place et agir contre le gouvernement en place. On assiste à une recomposition politique. Les deux grands partis ont chuté ces dernières années parce qu'ils ne répondent plus aux attentes de la grande bourgeoisie et n'arrivent plus à encadrer idéologiquement le prolétariat. On assiste à une recomposition du personnel politique en France, mais aussi ailleurs en Europe – comme en Italie, avec la constitution d'un parti de centre gauche proche de REM.

Macron rassemble une bourgeoisie qui essaie, avec une dose de libéralisme et de protectionnisme, de sortir de la crise, tandis que Mélenchon tente de reprendre le rôle d'encadrement idéologique du prolétariat, mais pour l'instant c'est plutôt une petite bourgeoisie qu'il convainc. Certains de ceux-celles qui ont participé au mouvement contre la loi travail ont voté Mélenchon, mais LFI n'a rien à faire d'un mouvement social : elle recherche un débouché politique. C'est pourquoi elle n'a presque rien fait pour qu'il y ait un réel mouvement social, contrairement au PC ; c'est d'ailleurs, à la limite, la différence qu'il y a entre le PC et LFI. Le modèle pour LFI, c'est Podemos ; or, en Espagne, il n'y a quasiment plus de luttes, sauf pour la prise de pouvoir, les municipalités, etc. Mélenchon va essayer d'entraîner un maximum de gens dans cette stratégie-là plutôt que sur les luttes sociales.

Pour un autre intervenant dans le débat, il y a deux strates : un Parti de gauche et Mélenchon – nationaliste, républicain, pro-industrie, malgré les apparences écologistes et pseudo-décroissantes qu'il a affichées ou les alliances qu'il a faites – et le mouvement qui l'a suivi, que l'on appelle les « insoumis » et qui ne représente pas quelque

chose d'homogène. Avec le NPA, il y a eu également une dynamique Besancenot, puis le souffle s'est dégonflé. Il faut étudier ce que Mélenchon représente, à savoir le renouveau d'un nationalisme de gauche qui correspond à un Chevènement avec, à côté, des gens qu'il a entraînés et qui partagent d'autres aspirations que ce que lui incarne et qu'il voudrait leur faire accepter. Là aussi, tout dépendra du mouvement à venir, dans la rue et partout ailleurs, et c'est cela qui peut déterminer des perspectives ou pas. Le danger est que, s'il n'y a pas de mouvement, Mélenchon réussisse peu à peu à faire passer son idéologie. Dans le cas où il arriverait au pouvoir, sa politique serait la défense de l'ordre républicain. Cela se solderait par une répression accrue, avec le soutien de ses troupes pour faire respecter la légalité républicaine, à l'encontre de la ZAD, de Bure, etc.

Il ne faut toutefois pas grossir l'importance de LFI ; ce n'est pas un appareil constitué avec des militant-e-s ; le PC a mis des décennies à se construire et avoir une force militante dotée d'une réelle influence. Il y a eu des adhésions à LFI, mais ce ne sont que des adhésions Internet, qui ne représentent pas une force militante homogène. Pendant le mouvement contre la loi travail, les « insoumis » n'ont pas été présents. A Alès, quelques-uns ont fait une apparition, mais à titre individuel ou alors en tant que syndiqués. Ils ne sont réapparus que pour les élections avec leurs étiquettes LFI. Pendant les Nuit debout, LFI a essayé de créer un pôle de type Podemos ou Syriza. Par contre, si LFI réussit à créer une base militante, avec sa politique nationale, industrielle, etc., elle peut devenir un réel danger, en particulier en déviant la lutte contre l'Europe plutôt que contre le capitalisme.

Si LFI et le PC n'ont pas pu s'entendre – avec un accord, ils auraient eu de 80 à 100 député-e-s au lieu des 30 actuellement –, ce n'est que pour une raison de pouvoir et de politocarrière. Mélenchon a voulu liquider le PC, finir ce que la social-démocratie a fait avec ce parti depuis les années 70. Et ce d'une manière très politicienne, en voulant le nier. Au niveau du PC, le double vote de la direction et de la base militante, pour le soutien ou non à la candidature de Mélenchon, a été manipulé (selon des sources de militants PC rémois), car le secrétaire Pierre Laurent et son staff entrevoient qu'une candidature PC seule serait difficile, avec un résultat d'à peine 2 %, et que cela coûte cher.

Durant les élections législatives, des listes distinctes PC et LFI sont apparues un peu partout, et Mélenchon a dépassé le PC en sièges. Mélenchon ne concède rien au PC, il a même présenté des candidat-e-s quand le PC avait une chance de gagner, en particulier en région parisienne. Il a été très loin dans la manipu-



lation d'appareil, avec des gens parachutés... De son côté, le PC n'a pas fait son deuil du PS (qui est déconsidéré mais n'a pas disparu). Il voudrait s'allier avec la gauche du PS pour créer un parti social-démocrate qui ferait 6 % au lieu de 2 %.

Les perspectives : analyses et réflexions en vrac

Qu'il y ait eu échec du chantage au FN est particulièrement important. Une des armes centrales des politicien-ne-s, de la bourgeoisie, dans les luttes futures y compris les luttes sociales, sera de remettre toujours en avant ce chantage : on nous dira de ne pas foutre le bordel dans la rue pour ne pas faire le jeu du FN. C'est donc un des enjeux pour nous que ce chantage échoue.

Le pouvoir a été obligé de se limiter aux derniers outils qu'il avait à sa disposition, c'est-à-dire les ordonnances, car le mouvement avait ouvert des espaces politiques pour les gens, en incitant à ne pas aller voter et à assumer l'argumentaire du refus du vote contre – surtout avec le FN au second tour –, qui jusqu'à présent était tabou.

Macron a été très mal élu et, dans son élection, on peut voir deux périodes. Durant la première, pour faire plaisir au patronat et aux gens qui le poussent, il s'appuie sur la loi travail et il est élu sur la vague du « ras-le-bol de tous ces politiciens corrompus ». Il est élu sur un rapport idéologique de transformation politique avec une éthique et une morale qui devraient être nouvelles et qui devraient balayer tout ce monde de profiteurs (il ne faut pas oublier qu'une partie des électeurs ont voté pour cette idée-là et non parce qu'ils étaient macroniens ; ces gens, on les trouve dans la petite bourgeoisie, car il y a longtemps que les prolétaires, les précaires, eux, ne se posent plus cette question sur les pourris). Dans la seconde période, Macron s'inscrit dans un cadre européen, et le rapport au Parlement n'est plus ce qu'il était sous de Gaulle ou Pompidou, voire sous Mitterrand. Ce cadre européen est en rapport avec un certain nombre de lois qui vont être transeuropéennes, dans un contexte où s'exprime la puissance de pouvoirs régionaux et où des territoires poussent à leur indépendance. Aussi, il ne faut plus voir les notions de pouvoir comme figées, mais les étudier par rapport à toutes ces données. La force de Macron vient de ce qu'en face il n'y a rien pour l'instant. Selon ce que fera le gouvernement, la résistance sociale sera peut-être importante. Les conditions se prêtent à la résistance ; des formes de révolte se sont exprimées contre la loi travail, et lors des élections par les absentions et le refus de vote ; ce sont des signes que les choses ne pourront pas en rester là.

Les député-e-s derrière Macron sont véritablement les membres d'une clique

C'est quand même vachement mal foutu, les mecs ils étaient En Marche et là on leur donne des sièges.



liée au grand patronat qui vont tout diriger et qui voteront à l'unanimité tout ce qui leur sera présenté. Nous devons être très vigilants sur les questions de droits, de liberté et de répression car les petites phrases de Macron, ses apparents lapsus (le kwassa kwassa « qui amène du Comorien », « les gens qui ont réussi » et « ceux qui ne sont rien », l'Afrique qui ne peut pas se développer « parce que c'est un des pays qui a encore aujourd'hui sept à huit enfants par femme »...) traduisent un racisme qui va pouvoir s'exprimer ouvertement ; il va y avoir une chasse aux migrants renforcée, une présence policière accrue, un état d'urgence accéléré et pérennisé. Si un pronostic est à faire sur Notre-Dame-des-Landes, le projet va sûrement être abandonné, mais l'enjeu est le devenir de la ZAD : est-ce que les bulldozers vont arriver pour tout casser, ou bien le gouvernement va-t-il manœuvrer de façon que ce soient les paysans eux-mêmes qui règlent le problème de la ZAD ?

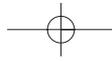
Il y a la « loi travail XXL », comme la nomment les syndicats, mais il y a aussi bien d'autres attaques en règle qui vont nous tomber dessus : un contrôle social accru contre les chômeur-euse-s, une répression intensifiée... Et il n'y a pas de véritables luttes, de mouvement social, et c'est inquiétant ; mais cela va peut-être changer, et très rapidement, et il peut se passer des choses intéressantes. A partir d'octobre, nous n'aurons plus l'état d'urgence, mais une bonne partie de celui-ci sera intégrée dans la loi commune. C'est le pouvoir administratif qui va de plus en plus prendre l'ascendant sur le judiciaire.

Pour ce qui est de la politique étrangère, cela fait deux mois que Macron gouverne et il a déjà rencontré Poutine et Netanyahu ; il annonce ouvertement une politique atlantiste renforcée, une

politique européenne dans la droite ligne de Merkel, la France étranglant les pays qui ne régleraient pas leurs dettes aux banques ; il a fait cette autre visite à l'armée française au Mali... Donc, rien de nouveau par rapport à la politique de François Hollande, dans le cadre du partage du monde et de l'alignement sur l'impérialisme dominant. Il y a un changement de cap, cependant, lorsque Macron dit que, si Bachar el-Assad reste au pouvoir en Syrie, ce n'est pas un problème. Nous devons nous attendre à quelque chose de plus crapuleux encore que ce que nous avons connu ; ainsi, Macron a présenté ses condoléances pour les trois colons qui ont été tués à Tel-Aviv, mais pas pour les Palestiniens qui tombent sous les balles d'Israël.

Macron a pour stratégie que l'Europe prenne de plus en plus de place, y compris au niveau de la répression. Il est évident que l'on s'achemine vers une défense européenne, entre autres dirigée contre les migrant-e-s, et ceux-ci vont peser dans la situation française. Sur le terrain, concrètement, l'arrivée des migrants dans les villes va être « gérée », sans doute, par la répression. Macron ne veut pas la faire tout seul, mais au niveau européen. Il va chercher à expulser rapidement tous ceux qui demandent le statut de réfugié et à qui celui-ci est refusé. C'est une de ses promesses : mettre dehors tous les déboutés du droit d'asile. Si le temps d'attente prévu pour obtenir le statut a été limité, c'est dans le but d'expulser plus vite – ce qui est irréaliste sur le terrain et qui va entraîner des luttes.

La solidarité avec les migrants est un axe fondamental pour une reconquête idéologique : ouverture des frontières, droit de circulation des personnes, des papiers pour tous-tes, etc. C'est sur ce terrain que l'on s'oppose directement à



social

la droite et à l'extrême droite, au pouvoir en place. Il faut donc être présent-e dans ces combats, s'appuyer sur les solidarités qui se mettent en place, anonymes ou pas, dans les petites villes, sur des initiatives sans parti aucun, avec des gens lambda. Sans s'enfermer dans l'humanitaire, mais sans mépris pour lui. Quelques exemples de ces initiatives : quand des professeurs veulent participer à des cours de langue pour les migrants dans des lycées ou des écoles alors que l'administration s'y oppose, ou quand des personnes ont des problèmes avec les CAF ou toute autre administration, nous pouvons apporter une réponse politique à ces problèmes. Cela peut apparaître comme une démarche humanitaire de prêter nos locaux à ce genre d'initiatives, mais nous pouvons nous servir de ces actions pour les placer sur le terrain d'une solidarité de classe, en soutenant les professeurs face à leur administration, en intervenant dans les CAF pour imposer un rapport de forces...

Un autre point important concerne les formes de luttes. On a constaté pendant la

loi travail qu'il y avait peu de grèves, et donc une extrême difficulté à traduire la contestation en arrêts de travail ; c'est un problème majeur.

Depuis une quinzaine d'années, on constate le même phénomène : les milliers de personnes qui descendent dans la rue n'y sont pas, à 100 %, pour l'objectif affiché officiellement, elles prennent plutôt un prétexte pour être ensemble. Donc la question est : quel sera dans les jours à venir le prétexte pour que des gens soient dans la rue ? Il faut bien dire que la loi travail, beaucoup s'en moquent ; ce qui est partagé, c'est le sentiment que la bourgeoisie veut nous bouffer la laine sur le dos, et une envie de révolte collective – mais certainement pas une envie de construire une société communiste. Les gens qui sont dans la rue sont contents d'être ensemble et parfois se moquent du pourquoi ils sont là. Ils recherchent du collectif pour dire merde aux puissants.

Sur la ZAD, le problème est : que va-t-on faire des terres ? Un point faible du pouvoir est qu'il craint l'extension des

ZAD, qu'il y ait de nouveaux points de fixation, c'est-à-dire des mouvements qui posent le problème de la réappropriation de l'environnement, des modes de vie, et qui devraient faire la jonction avec la lutte contre la loi travail et contre les mesures antisociales du gouvernement. Là-dessus, nous avons des choses à dire et à faire.

Le problème que nous avons, c'est que depuis trente ans nous avons perdu la bataille idéologique. La bourgeoisie a grignoté sur le terrain culturel, sur le terrain des idées, sur le terrain de la solidarité, sur la sexualité... Par exemple, quand un mouvement homosexuel se bat pour le mariage, c'est bien un recul idéologique. Il y a le post-modernisme, le retour à l'individualisme. Personne ne critique plus l'école aujourd'hui, ni l'Université. Nous devons donc avancer des arguments et provoquer des réactions pour reconquérir les débats idéologiques, sur l'éducation spécialisée, les prisons...

Débat retranscrit par l'OCL Moulins

Retour sur la grève à l'usine Capitaine Houat de Boulogne-sur-Mer

Le 19 juin, les ouvriers de l'usine Capitaine Houat de Boulogne-sur-Mer cessaient spontanément le travail. Ils répondaient par la grève au licenciement d'un cadre jugé par la direction « trop proche des salariés ». Ce conflit résonne ici avec un écho particulier, car il a impliqué indirectement un certain patronat que l'on a vu à la manœuvre en novembre 2013 lors du mouvement dit des « bonnets rouges ». Ce patronat de l'industrie agro-alimentaire bretonne aux méthodes éprouvées ; mais, qu'elles se déploient sur le port de Boulogne-sur-Mer ou dans les usines du Morbihan, elles ne restent pas sans réponse chez les ouvriers qui les endurent...



L'usine de Lorient brûle

Capitaine Houat est une filiale du groupe Les Mousquetaires/Intermarché spécialisée dans la production de produits de la mer. L'entreprise s'est restructurée il y a quelque temps en concentrant son activité sur deux sites de production au lieu de trois auparavant. Elle emploie actuellement 200 salariés sur le port de pêche de Lorient et une centaine à Boulogne-sur-Mer, auxquels il faut ajouter une soixantaine d'intérimaires réguliers. En fermant l'usine de Plougasnov, dans le Finistère, intégrée au groupe quelques années auparavant, 37 ouvriers ont été licenciés. A la suite de cette fermeture, le même nombre de postes a été créé sur le site boulonnais. Nous reviendrons dans le cours de cet article sur les implications à plus d'un titre de ces délocalisations. Des chaînes de ces deux usines sortent chaque année 24 000 tonnes de produits

finis, essentiellement des filets de poisson. A Boulogne-sur-Mer, le saumon représente 50 % de la production, le reste de l'activité revient au filetage de poissons blancs : cabillaud, lieu noir, églefin.

Afin de s'assurer le contrôle de l'activité d'un bout à l'autre de la chaîne, le groupe Intermarché a développé en amont de ses unités de production deux filiales : un armement de pêche, la Scapêche (Société centrale des armements Mousquetaires à la pêche), et une entreprise de logistique, la Scamer, pour acheminer les produits de la mer. Cette stratégie permettra au patron de l'usine boulonnaise de contourner l'arrêt de travail sur le site et de déjouer le mouvement de grève.

Selon ses propres sources, la Scapêche détient la première flotte de pêche en France avec plus de 20 navires. Elle embauche 250 marins et concentre sa flotte sur les quatre ports de Lorient, du Guilvinec, de Bayonne et de la Réunion. La Scamer dispose, elle, de 4 plates-formes logistiques, les « bases Scamer » localisées à Lorient, Boulogne-sur-Mer, Bordeaux-Bègles et Frontignan.

A l'origine de cette organisation économique, on trouve le choix stratégique du fondateur du groupe Intermarché, Jean-Pierre Leroy, lui-même fondateur avec Joseph Le Bihan du fameux institut



de Locarn (Cultures et stratégies internationales) (1).

Leroch, Le Bihan et l'institut de Locarn

Jean-Pierre Leroch a commencé sa carrière aux côtés d'Edouard Leclerc. Il deviendra le secrétaire général du groupe avant de créer sa propre enseigne Ex, qu'il rebaptise par la suite Intermarché. C'est avec Joseph Le Bihan qu'il crée en 1991 l'institut de Locarn (2). Ce lobby promeut les intérêts du patronat breton et développe une idéologie qui mêle l'identitarisme régional, le catholicisme traditionnel et l'ultralibéralisme économique. Joseph Le Bihan est à l'origine un professeur de géostratégie qui a travaillé, entre autres, pour les services de renseignement de l'OTAN. Dans un ouvrage intitulé *Genèse de l'Europe unifiée dans le nouveau monde du XXI^e siècle*, il définit le projet de l'institut de Locarn en ces termes : la France n'a plus d'avenir ; l'Etat-nation doit disparaître ; il faut liquider l'Education nationale, les services publics et surtout les services culturels, en finir avec l'héritage de la Révolution française, avec le syndicalisme, la laïcité, et autre boulets – « Nous allons réintégrer cette Europe de la civilisation et de la propreté qui existe déjà en Allemagne, en Suisse et dans certains pays nordiques. »

Les fourberies identitaires d'un certain patronat

On saisit d'emblée que la rhétorique élaborée par ce groupement de patrons n'a pas vocation à s'évanouir dans le ciel des idées, mais plutôt à s'incarner dans la pratique et produire les effets escomptés. Son implication en novembre 2013 dans l'épisode dit des « bonnets rouges » nous a dévoilé un échantillon de ses intentions autant que de sa manière d'opérer. Secondés par quelques politiciens locaux, ils ne parviendront pourtant pas à soumettre à leur volonté l'ensemble des ouvriers qu'ils allaient, pour certains d'entre eux, licencier par la suite. Si, durant ces événements, la CFDT de l'entreprise Gad-Josselin s'est ralliée à ce patronat pour chasser physiquement les travailleurs de l'usine de Lampaul venus réclamer auprès de leurs camarades un peu de solidarité, a contrario d'autres travailleurs tenteront de constituer sur des positions de classe un « Pôle ouvrier » pour la défense de leurs seuls intérêts (3). La conflictualité de classe trouve son chemin parfois même dans les circonstances qui lui sont le moins favorables...

De l'institut de Locarn au Club des trente, en passant par le label « Produit en Bretagne », l'ensemble de ces groupes de pression travaillent d'abord à repenser l'organisation économique et politique des territoires à la mesure des profits qu'ils escomptent y engranger. Quand bien même doivent-ils pour cela se confronter à d'autres fractions de la

bourgeoisie évoluant à des niveaux différents ou supérieurs de l'organisation territoriale. Ce sont de ces antagonismes endogènes dont a témoigné en partie le mouvement dit des « bonnets rouges ».

Toutefois, il n'est pas difficile de lever les contradictions qui sourdent derrière le caquetage identitaire de cette bourgeoisie qui se réclame de l'« enracinement dans la culture bretonne et de l'Europe des régions ». La logique implacable du profit lève dans son mouvement la plupart des barrières qui se dressent devant elle. Rappelons seulement que le groupe Capitaine Houat n'a pas hésité à fermer une de ses usines en Bretagne pour accroître ses capacités de production sur le site boulonnais. De la même façon que d'autres enseignes manufacturières leurs marchandises prétendent régionales sous des cieux moins tempérés (4). Comme nous allons le voir, l'hypocrisie de ce patronat n'a d'égal que la brutalité de ses méthodes d'exploitation.

La grève du 18 juin à l'usine de Boulogne-sur-Mer

Ce n'est pas le premier mouvement de ce genre que connaît l'usine boulonnaise. Un an auparavant, le licenciement d'un salarié dans des conditions analogues avait entraîné un débrayage. Cette fois, le dimanche 18 juin, la majorité des ouvriers de l'usine dressent un piquet de grève et filtrent les entrées. Depuis plusieurs années, ils endurent des pratiques managériales brutales, un cocktail corrosif à base de harcèlement, de brimades et de sanctions. Cette fois, le licenciement du responsable de la production, jugé trop proche des salariés par la direction, sera l'élément déclencheur. En réaction, les ouvriers réclament la mutation du bras droit du patron et reconduisent la grève.

Les patrons lock-outent l'usine

Pour briser la grève, les patrons recourent au lock-out. En cessant d'appro-

visionner le site en matière première, ils enjoignent les ouvriers à rester chez eux deux jours de suite. Dans le même temps, la direction transfère la matière première auprès d'autres sites de production locaux pour la faire sous-traiter. Les ouvriers ont réclamé le paiement intégral des heures non travaillées, ce à quoi il leur a été répondu qu'ils devraient désormais donner 45 heures de leur temps au lieu de 35 afin de rattraper la production non effectuée. Depuis le travail a repris.

Quand l'usine Capitaine Houat de Lorient a brûlé

Comme nous l'avons souligné, le management pratiqué par la direction boulonnaise n'est en rien une particularité propre à l'entreprise. Il est en tous points identique à ce qui se pratique dans de nombreux autres secteurs de la production et des services, et en particulier dans celui de la grande distribution. Bien entendu, l'instauration de tels rapports d'exploitation et de domination ne peut rester indéfiniment sans réponse, et l'action des ouvriers de l'usine boulonnaise le confirme. C'est le cours quotidien de la lutte entre deux classes aux intérêts en tous points antagonistes. Selon les circonstances, ce conflit peut prendre des formes très différentes mais qui témoignent toujours de son caractère irréductible.

C'est ainsi qu'en août 2011, en réponse aux conditions d'exploitation endurées dans l'usine Capitaine Houat de Lorient, un travailleur excédé y a mis le feu une première fois. Cet incendie a ravagé 6 000 m² d'infrastructures, détruisant l'ensemble des chaînes de production. Un nouveau site avait été ouvert sur Lorient, que le même salarié incendia une seconde fois. Il justifia ses actes comme la réaction « au stress qu'il endurait au travail »...

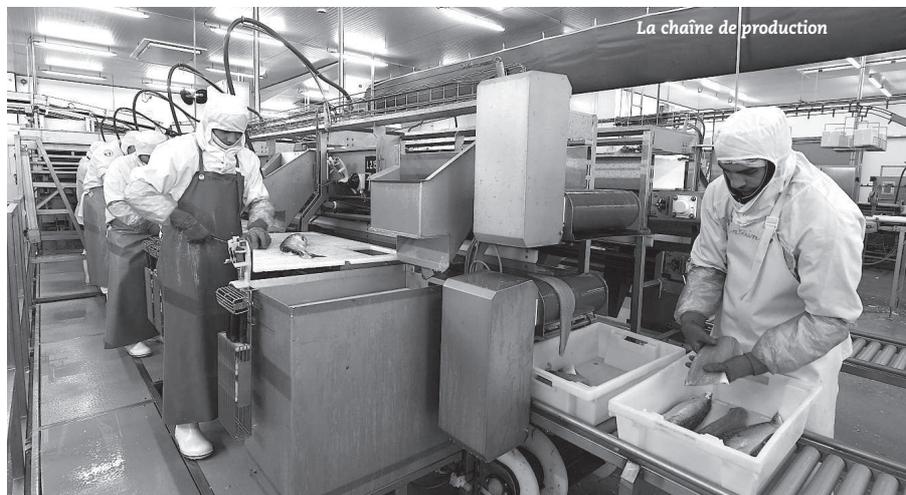
Xavier, Boulogne-sur-Mer,
le 24/10/2017

(1) L'institut de Locarn a fait l'objet d'un article détaillé sur le site de CQFD : « Les patrons bretons en embuscade » : <http://cqfd-journal.org/Les-patrons-bretons-en-embuscade>.

(2) A propos des regroupements patronaux « Produit en Bretagne » ou « Le club des trente », on lira : « Le patronat breton comme relais d'une droite très "décomplexée" : Aymeric Chaudprade à l'institut de Locarn », <http://brest.mediastudies.org/spip.php?article638>.

(3) Sur le « Pôle ouvrier », deux textes produits par l'OCL : <http://www.oclibertaire.lautre.net/spip.php?article1450> et <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1447>

(4) Au sujet du « made in Bretagne », lire : « Produit en Bretagne, l'escroquerie continue à se dévoiler » : <http://www.rennes-info.org/Produit-en-Bretagne-l-escroquerie>, ainsi que : « Produit en Bretagne, arnaques et marketing » : <http://anars56.oveer-blog.org/article-produit-en-bretagne->



Des lycées sous pression

Il y a eu plusieurs grèves (reconductibles ou plusieurs fois de vingt-quatre heures) à la rentrée dans plusieurs lycées (général et technologiques) du 93 (et aussi dans d'autres lycées de banlieue). Il faut dire que la situation est explosive.

Les baby-boomers du début des années 2000 arrivent au lycée. Cette pression démographique est plus forte dans les zones populaires (donc presque tout le 93) parce que, quand la famille s'agrandit, on cherche un logement moins cher au mètre carré. Et très peu de lycées ont été construits, beaucoup trop peu, alors que le ministère, lui, pousse à aller dans le secondaire. Les lycées débordent donc, avec un intéressant jeu de ping-pong entre le rectorat (donc le ministère) et la région (qui est compétente pour les lycées). Le rectorat explique qu'ils font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont, et la région explique qu'elle a prévu des lycées pour plus tard mais en attendant tassez-vous. On peut observer une continuité remarquable entre la présidence régionale de gauche et la présidence régionale de droite dans la non-construction des lycées. Du coup, depuis plusieurs années, dans certains secteurs, tous les ans, le rectorat ouvre à la dernière minute des secondes générales en lycée professionnel parce qu'il n'y a pas de place dans les lycées généraux et technologiques. Et les lycées sont de plus en plus suroccupés, avec les conséquences inévitables : montée de la violence, queues à la cantine (pouvant aller jusqu'à plus de cinquante minutes dehors pour les élèves dans certains lycées), dégradation des locaux, manque de manuels, photocopieuses en surchauffe...

La « gestion » de la pénurie par les pouvoirs publics

La politique des autorités sur cette gestion de la pénurie peut se résumer à l'adage « Pas de bras, pas de chocolat ». La région est responsable des bâtiments et est l'employeur du personnel de service et des ouvriers professionnels. Ils raisonnent en nombre de mètres carrés. Donc un lycée spacieux de Versailles bénéficiera de plus de femmes de ménage qu'un lycée entassé du 93. La dégradation des conditions de travail des agents est terrible, et du coup, progressivement, les revendications sur leur embauche et leurs conditions de travail ont été intégrées aux revendications générales des profs (du moins dans les lycées en lutte du 93), alors que ce n'est ni la même catégorie sociale ni le même employeur. La réaction des directions de lycée est une pression assez terrible sur les agents : elles ont la faculté de les mettre sur des postes plus ou moins pénibles, les agents sont souvent des mères seules et la direction est maîtresse de leurs emplois du temps. Tous les moyens de pression sont utilisés pour que les agents aient peur d'être associées aux profs. Du côté du rectorat, ils refusent d'embaucher du personnel vie scolaire (les surveillants et les CPE) supplémentaire. Ils préfèrent envoyer les vigiles (EMS, équipes mobiles de sécurité, équipes volantes de vigiles employées

par le rectorat) quand ça gronde de trop. Enfin, cerise sur le gâteau, le rectorat vient d'annoncer la suppression cette année de 2 000 contrats aidés sur le 93, dont 1 000 seulement seraient transformés en CDD... Les « CUI » dans les lycées, ce sont des surveillants, du personnel administratif, des AVS (pour les handicapés)... De fait, ils ont permis d'invisibiliser les suppressions de postes dans la fonction publique : la baraque ne pourrait plus tourner sans eux.

Cette suroccupation des lycées entraîne naturellement une surcharge de travail pour les profs : plus de copies à corriger, plus d'incidents à gérer, des emplois du temps dictés par les salles donc intenable pédagogiquement, et, surtout, des dysfonctionnements quotidiens qui empêchent de pouvoir faire son métier. La liste des revendications des profs aurait pu être établie par Prévert. Des profs qui ont une obligation légale (et pénale) de faire l'appel, mais des listes d'élèves qui ne sont pas établies et bougent sans cesse. La fibre qui arrive jusqu'au bâtiment, mais pas de technicien pour faire le branchement jusqu'au réseau informatique. Un vidéoprojecteur dans la salle, mais plus de place pour le bouger donc plus de possibilité de projection... Il faut savoir qu'il y a chaque année dans le département quelques lycées (pas toujours les mêmes) qui doivent démarrer la rentrée par une grève pour avoir... un emploi du temps qui soit faisable.

Ces dysfonctionnements sont gérés par des directions qu'on forme visiblement au management à la France Telecom ou Renault. Les situations de harcèlement sont de plus en plus fréquentes, notamment pour le personnel administratif, qui voit le cœur de ses fonctions évoluer : ne pas laisser manger les élèves qui n'ont pas payé là où autrefois on les aidait dans leurs démarches sociales, rationner les markers et l'encre des photocopieuses au lieu de gérer les stocks... Déjà, la réforme du lycée avait instauré une concurrence de tous contre tous, entre les matières et les profs. Depuis s'y est additionnée une gestion individuelle des primes par les chefs d'établissement. Dans cette situation de pénurie, tout projet est pris sur les moyens d'enseignement des autres. Administration à la Kafka : suppression de la communication par papier pour être remplacée par les mails... avec des listes qui ne sont pas à jour, des mails qui arrivent le soir pour un événement du lendemain. Gouvernement par la rumeur. Gestion purement comptable, sans considérations pédagogiques, par des chefs qui vont maintenant être aptes à noter les profs... pédagogiquement. Ce qui est très fatigant, c'est le choc quotidien entre une technocratie aveugle qui tient un discours pseudo-pédagogique qui semble tenir lieu de réalité, tandis que tout moyen d'ensei-



gner est progressivement retiré. Les profs sont donc épuisés. D'autant que ce qui caractérise le département, c'est la jeunesse des enseignants et le fort turnover. Il est facile d'exercer une pression sur eux, genre la situation est normale, c'est vous qui n'êtes pas compétents. Et ça marche relativement.

Le tout dans le département du 93, dans un contexte social très difficile pour les élèves, un contexte social qui pèse aussi sur les profs. L'école est souvent quasiment le dernier service public auquel ils peuvent encore s'adresser, dans une situation économique qui se dégrade. Les profs ont donc aussi un rôle d'interlocuteur social pour lequel ils n'ont pas été formés et qui leur prend de plus en plus de temps au travers des rencontres parents-profs plus ou moins imposées, mais surtout au travers de la fréquence des incidents qui oblige même les plus aveugles à réaliser que, non, ils ne peuvent pas enseigner en faisant l'impasse sur les situations dans lesquelles se trouvent les élèves. Elèves dont le sentiment justifié d'injustice est encore renforcé par la dégradation du lieu du rêve d'ambition de leurs familles, du seul lieu institutionnel sur lequel ils comptent encore pour se sortir de leur situation sociale. Ils croient en la méritocratie (du moins ceux qui sont arrivés jusqu'en filière générale) et sont particulièrement sensibles au non-respect de plus en plus manifeste de l'« égalité des chances ». Et une partie d'entre eux ont déjà été ballottés par une administration aveugle qui les affecte sans motif en lycée général ou en lycée professionnel, et va ensuite les affecter dans l'enseignement supérieur par tirage au sort. Le tirage au sort va être supprimé cette année, mais sans ouverture de places à l'Université. Il va donc y avoir une sélection à l'entrée des filières universitaires les plus surchargées, sélection qui aura lieu dès cette année alors que personne à part peut-être les couloirs du ministère n'en connaît encore les règles.

Un lien logique avec la mobilisation contre la loi travail

C'est dans ce contexte que plusieurs grèves ont éclaté à la rentrée dans le département. Ces grèves, toutes sur des revendications locales, se reliaient plus ou moins au mouvement contre la loi travail, dans les choix de dates et/ou dans le discours. Lorsque le lien est fait, il est simple, c'est celui d'une offensive libérale tous azimuts qui passe aussi par une dégradation consciente du système public et par la privatisation de l'éducation. De plus, tous les enseignants un peu conscients savent que ce qui suivra la loi travail sera le statut des fonctionnaires, et notamment des profs. On sait aussi qu'une énième réforme du lycée nous attend, et très ra-



pidement, et très violente. Enfin, il y a un lien de fait : une partie des enseignants qui se sont mobilisés étaient mobilisés contre la loi El Khomri, une autre partie (partiellement la même) avait participé au mouvement « Touche pas à ma ZEP ».

La nouveauté, c'est d'une part leur nombre, d'autre part la décision de se coordonner directement, pas forcément en revendiquant une contestation des directions syndicales, mais parce que de fait les centrales ne font pas le job, à part quand même en nous couvrant par le dépôt de préavis. Cette coordination s'est faite dans les actes avant de se faire en AG : les lycées en grève qui étaient à proximité se sont rejoints, et notamment ont fait délégation commune à la région. Ensuite, les syndicats ont pris le train en marche pour appeler à des délégations communes au rectorat, rassemblements pas forcément très suivis.

L'idée d'une coordination (qui regroupe pour le moment une bonne dizaine de lycées du département) a émergé, et aussi celle de la construction d'une plate-forme de revendications communes. En effet, chaque lycée pour fonctionner a dû bricoler à sa sauce, et nous nous trouvons tous, au-delà d'une gestion de la pénurie et d'un management de plus en plus autoritariste, dans des situations très différentes, qu'on nous présente comme privilégiées ou normales et générales suivant les lieux. De plus, nous ne pouvons pas obtenir isolément les uns des autres la construction de nouveaux lycées. Cette plate-forme inclut des revendications auprès de la région sur la situation des agents de service et de la maintenance informatique, des revendications au rectorat, des revendications concernant le management et des revendications sur le droit de nos élèves à poursuivre des études supérieures.

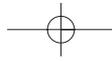
Cette AG est également obligée de réfléchir politiquement, notamment sur la carte scolaire. En effet, la région a un plan de construction de lycées (4 milliards en dix ans). Sauf qu'en même temps, avec le Grand Paris, les fameux

nouveaux métros, le département est livré à la spéculation immobilière. D'une main la région vote un budget pour les lycées, mais de l'autre elle ne met aucun frein à une spéculation qui détruit la possibilité de trouver des terrains correctement situés. De plus, certains observent que les quelques lycées prévus le sont dans des zones dont on attend une élévation de la catégorie sociale à la suite de toutes ces opérations. Certains observent que les catégories sociales d'une partie du département s'élèvent tandis que celles des élèves des lycées publics s'abaissent.

Le mouvement est en partie tombé. Les enseignants sont fatigués par leurs conditions de travail et peu habitués aux grèves reconductibles. Ils sont aussi pris en étau entre des syndicats qui jouent la montre avec leurs grèves saute-mouton et en ordre dispersé et des grands appels à la grève générale avec une surestimation systématique des forces en lutte. Dans ce contexte, les appels à des interpros, etc., perdent toute crédibilité. Les appels à élargir aussi, car chacun remarque que, dès qu'on élargit (aux collègues, aux primaires...), l'assemblée perd son pouvoir de contrôle sur la lutte. Mais il y a une vraie volonté d'arriver à construire quelque chose de commun sur le long terme, et on ne peut pas qualifier ce qui se construit de corporatiste. Quelques petites revendications ont été gagnées par-ci par-là, et tout le monde sait qu'il doit rester mobilisé parce que le rectorat (et la région) a toujours déshabillé Paul quand il a fallu habiller Jacques. Surtout, ces lycées ont tous déjà gagné quelque chose de précieux : l'existence d'un collectif de travail qui fait obstacle à une gestion par l'individualisation et la culpabilisation, gestion habituelle dans ce milieu où, de fait, le métier s'exerce en solitaire (chaque enseignant est seul avec sa classe).

L'avenir dira si quelque chose de solide émergera sur le département, et plus généralement dans les banlieues.

S.



La ministre et les onze vaccins

Dès janvier 2018, onze vaccins (1) seront obligatoires, au lieu des trois précédemment prescrits – diphtérie, tétanos et polio. Pourquoi pareil emballage gouvernemental pour les imposer, alors que l'inoculation de ces trois seuls vaccins (en rupture de stock) semblait faire consensus chez les parents et les médecins ?

Une précipitation dans la continuité

Marisol Touraine, ministre socialiste du précédent gouvernement, n'a pas eu le temps de passer sa réforme sur l'« obligation vaccinale » censée remédier « à la défiance des Français contre les vaccinations ». Le temps du « calendrier » politique et parlementaire lui a fait défaut. Aussi, dès le 17 mai, elle a invité A. Buzyn, la nouvelle ministre de la Santé, à reprendre son texte de loi étendant l'obligation vaccinale. En janvier 2016, elle avait déjà missionné le Pr Fisher pour piloter un « comité citoyen » (voir l'encart) ; et, après une consultation « citoyenne », en décembre, son rapport préconisait de rendre obligatoires les onze vaccins et recommandait de supprimer la distinction entre « obligatoire et recommandé ». Lors de la remise des clés du ministère, M. Touraine a déclaré à sa remplaçante : « Je suis convaincue que c'est cela qui doit être engagé (...). Je suis heureuse de vous transmettre le flambeau »

L'arrêt de la commercialisation du vaccin du DTP, en 2008, avait forcé les parents à opter pour des vaccins « hexavalents » – un combiné des vaccins obligatoires et de ceux contre la coqueluche, l'hépatite B et la méningite, provenant des laboratoires Sanofi et GSK... et remboursé par l'assurance-maladie depuis 2006. On comprend mieux alors la pénurie du vaccin du DTP qui a été organisée après 2008 : si celui-ci coûtait 6 ou 7 euros, son « remplaçant » vaut 40 euros.

Mais pourquoi l'ancienne ministre a-t-elle montré autant d'enthousiasme envers sa remplaçante ? M. Touraine, candidate nationale du PS aux législatives, a été désavouée par ses instances locales, qui lui reprochaient son double jeu. Comme tant d'autres de ses collègues ministres et socialistes, elle lorgnait vers E. Macron qui, reconnaissant, s'est bien gardé de présenter son-e candidat-e En Marche face à elle. Réjouis-

sons-nous, elle a été battue. Quoi qu'il en soit, sa joie de « transmettre le flambeau » a été partagée par les labos pharmaceutiques, rassurés : la nouvelle ministre était du sérail.

Le jackpot des labos

« Il ne faut pas que l'obligation vaccinale portée à onze devienne le nouveau jackpot des laboratoires pharmaceutiques », a dit Michèle Rivasi, députée européenne d'EELV. Et on peut légitimement s'interroger sur la précipitation de la ministre de la Santé à adopter cette mesure. Pourquoi ne pas remettre sur le marché le DTP sans adjuvants aluminiques et laisser, après information et recommandation sur les autres vaccins, les parents libres de choisir entre les deux, en concertation avec leur médecin ou pédiatre traitant ? Pourquoi cette précipitation alors qu'en Europe 18 Etats n'ont aucune politique d'obligation sans que les épidémies ni la mortalité infantile y soient plus élevées qu'en France ? Il n'y a pas chez eux d'obligations mais de fortes recommandations : 96 % des enfants sont ainsi vaccinés en Suède. Doit-on voir dans l'injonction de la ministre l'aboutissement de l'amitié qui lie Macron à S. Weinberg, président du principal producteur de vaccins français : Sanofi ? Une amitié fort ancienne qui s'est traduite par le soutien indéfectible du second au premier, tout au long de la dernière campagne présidentielle.

Comment croire à la neutralité d'A. Buzyn, professeure de médecine, spécialiste de la moelle osseuse, qui lors de prestations ou congrès est promotionnée ou rémunérée par des labos ? Comme l'a souligné avec humour Le Canard enchaîné : « N'y aurait-il pas un léger conflit d'intérêts ? » Et la ministre de répondre : « Il n'y a aucun problème à ce que les scientifiques qui évaluent les médicaments soient en même temps payés par l'industrie qui les fabrique. » La question peut être débattue, mais ces « médecins experts » qui deviennent ministres peuvent-ils ou elles être partie prenante et juges ? Ne peut-on y voir, comme le soulignait M.

Rivasi, un renvoi d'ascenseur, avec dans la cabine 110 millions d'euros par an de profit pour les labos ?

Dès janvier 2018, le gouvernement a rendu les onze vaccins obligatoires sous couvert de « préoccupation de la santé des Français », faisant fi des remarques, critiques ou dénonciations émanant du corps médical lui-même. De même, il ignore le fort courant « vaccino-sceptique ». Sans doute y voit-il encore l'expression des « fainéants » et « extrémistes » qu'il abhorre. Il est vrai que s'expriment là ceux et celles qui n'ont pas de conflit d'intérêts avec les labos pharmaceutiques, et qui voient les 110 millions de nos cotisations sociales qui sortiront de nos portefeuilles, via l'assurance-maladie, pour remplir la tirelire des actionnaires sanguines de Sanofi ou d'autres.

La défiance contre les politiques vaccinales

41 % des Français s'interrogent sur les vaccins. Certes, ces interrogations et objections sont multiples et diverses, allant du « complotisme » aux préoccupations de parents ou aux réfutations scientifiques fondées sur les effets secondaires de certains vaccins. Mais pareille méfiance et défiance ne sont pas tombées du ciel. Elles prennent leur source dans les scandales à répétition de ces dernières décennies, qui ont mis à nu les connivences entre les labos et un certain monde médical qui nous régente. Ces scandales ont illustré le pouvoir de pression des trusts sur les politiciens-ne-s de bas étage qui prétendent nous gouverner, visible jusque dans les sphères de l'Organisation mondiale de la santé.

Depuis les années 20, on nous disait que les adjuvants à base de sels d'aluminium ajoutés aux vaccins par les labos ne posaient pas problème. Aujourd'hui, ils sont mis en cause dans la maladie du muscle : la myofasciite à macrophages ; et il existe d'autres vaccins sans alumine, voire sans adjuvants. Mais la ministre de la Santé ne répond

(1) Ces huit vaccins jusqu'alors recommandés : coqueluche, hépatite B, méningocoque, pneumocoque, ROR (rougeole, oreillons, rubéole) compléteront les trois déjà obligatoires.

LE PR FISHER ET LA CONSULTATION « CITOYENNE »

En janvier 2016, il est missionné par la ministre de la santé Touraine « pour que la population retrouve confiance dans la vaccination » et lui remet son rapport en décembre. « J'ai participé à la formation des jurys, je peux vous assurer que les conditions du rapport sont très éloignées des attentes de la population », déclare le président de l'Association E3M (maladie neurologique induite par l'adjuvant aluminium dans les vaccins). « J'ai effectivement pensé, au vu de la présentation du Pr Fisher, que nous servions de substrat à des propositions qui étaient déjà dans le pipeline », dit le Dr Languigner, rapporteur du jury des professions de santé.

Source : Reporterre.



aux questionnements des professionnels de santé ou aux inquiétudes des parents que par l'obligation des onze vaccins.

De 1994 à 1998, une campagne gouvernementale massive fut organisée pour vacciner contre l'hépatite B, maladie grave transmise sexuellement ou par le sang (transfusion). L'injonction concernait un tiers de la population française. Des individus déclarèrent des scléroses en plaques – une maladie du système nerveux aux causes encore mal comprises. Quelques professionnels de santé et parents de vaccinés y virent un rapport de cause à effet (2), mais, là aussi, le gouvernement était plus soucieux de réduire les budgets de la recherche et de la santé publique que de répondre aux questions posées.

Comment ne pas perdre confiance ?

En 2009, R. Bachelot, ex-pharmaciennne ayant eu des liens très étroits avec les labos, était ministre de la Santé sous Sarkozy. La grippe au virus H1N1 était annoncée comme « pandémie » (3). Branle-bas de combat, vaccination de masse et surtout bonne aubaine pour les labos qui, devant l'urgence annoncée, haussent leurs tarifs. Cette grippe se révéla rapidement inoffensive, et, sur les 94 millions de doses commandées, seules 6 millions d'entre elles furent utilisées. Bref, un scandale de plus – de 2 milliards d'euros. Le gouvernement racheta les doses restantes et dédommagea les labos, à la satisfaction de leurs actionnaires. Une facture qui, bien sûr, fut payée par le contribuable. On peut comprendre, avec de tels ratés, l'incompréhension et la suspicion croissante envers les politiques de vaccination.

Voici peu, avec l'affaire du Mediator, c'est le docteur I. Frachon qui, après un parcours du combattant, a ouvert des espaces de résistance. Son combat contre les laboratoires Servier a ébranlé l'édifice du fric et de la science corrompue. Actuellement, c'est le scandale du glyphosate qui illustre la difficulté de faire prévaloir la santé des populations sur les profits des trusts et l'avidité de leurs actionnaires. De telles affaires propagent durablement un doute dont s'emparent des farfelus sur le Net pour diffuser des rumeurs et de fausses informations. Des « vaccino-sceptiques » oublient qu'un vaccin n'est pas en soi un médicament : il sert à prévenir dans un contexte donné ou devant une menace définie ; et, comme dans toute prescription, il peut y avoir des contre-indications et des effets secondaires néfastes voire dramatiques. Pour autant, notre réflexion doit continuer de se situer dans un contexte de sauvegarde collective. C'est pour cela que la trans-

parence de l'information doit être maximale, afin que le rapport bénéfices/risques d'une inoculation soit consciemment partagé.

L'industrie du vaccin : une industrie comme une autre

200 vaccins sont aujourd'hui développés dans les labos, contre quelques dizaines voici quelques années. Le marché mondial des vaccins est passé de 6 milliards en 2006 à 12 milliards en 2012 et 56 milliards en 2017. Jusque dans les années 90, en France, la vaccination était assurée par le service public, loin de l'idée de rentabilité. Depuis, la vente de ce secteur au privé et l'arrivée de la biotechnologie ont boosté ce créneau économique. Et, bien que minime par rapport au marché du médicament en général, il reste florissant et très prometteur – malgré l'essor des vaccins « low cost » venant de la Chine et de l'Inde.

« La vaccination ça ne se discute pas », déclarait hier M. Touraine, et c'est sans doute ce que pense A. Buzyn aujourd'hui. Une position idéologique et dogmatique qui sied mal au domaine scientifique, qui devrait rester ouvert à toute remise en cause ou critique fondée. Quiconque émet un doute face à la politique vaccinale se voit taxer d'« antivaccinal », ce qui peut le pousser dans les filets des charlatans qui ont le vent en poupe sur les réseaux sociaux. Par exemple Andrew Wakefield, auteur en 1998 d'une étude truquée sur les liens entre le vaccin ROR et l'autisme. Ou encore le Pr H. Joyeux, ancien oncologue mais aussi ex-président de Famille de France, qui s'est opposé au mariage pour tous et a tenu des propos réactionnaires contre les homos, la pilule et l'avortement, etc. Sans oublier qu'aux Etats-Unis le courant antivaccin, très influent notamment chez les républicains, a trouvé son héraut avec un Président Trump qui déclare entre autres : « La vaccination est la plus grande imposture de tous les temps. »

Le passage en force des onze vaccins obligatoires favorise ainsi une opposition contre lui mêlant de simples sceptiques, des parents inquiets ou désespérés, des professionnels qui dénoncent la généralisation inutile de cette politique vaccinale et les antivaccins – alors qu'un débat, une écoute et de la transparence sur la vaccination pourrait aider à rétablir une confiance. Michèle Rivasi, qui se déclare vaccino-sceptique, avait accepté de débattre (4) avec l'arnaqueur Wakefield à Bruxelles, mais, ayant été désavouée par son groupe parlementaire, le débat n'a pas eu lieu. « Je suis envahie par les pro, les anti, les lobbies (...). J'ai l'impression d'être instrumentalisée d'un côté

comme de l'autre », a-t-elle dit. A-t-elle vraiment été instrumentalisée ? Comment pouvait-elle ignorer les « gabelles » de Wakefield ?

Comment le gouvernement peut-il convaincre quand aucune action n'a été prise à l'encontre de ceux qui ont programmé la pénurie du vaccin DTP depuis 1998, quand sa ministre de la Santé passe en force l'obligation des onze vaccins sans information sur qui paiera et combien cela coûtera ? Comment pourrait-il « œuvrer pour le bien-être des Français » et être audible, quand les ministres de la Santé successifs conduisent la même politique en effectuant de sévères coupes dans les budgets de la recherche publique de santé ? Pour 2018, encore 1,6 milliard d'euros d'économies demandé à l'hôpital public, qui se traduira par la suppression de lieux de soins, de personnel et de moyens de travail pour lui, par une augmentation de 2 euros du forfait hospitalier (porté à 20 euros par jour). Doit-on s'étonner de cette défiance vaccinale individualiste lorsque ce sont les gouvernements qui détériorent chaque jour les solidarités collectives encore existantes, en s'attaquant au monde du travail, aux retraités (augmentation de 1,7 point pour la CSG...), à l'assurance-chômage et à la Sécurité sociale ? En agitant son obligation vaccinale, la ministre de la Santé ne fait que renforcer les réflexes de défiance individualistes, au détriment de réflexions collectives d'où pourraient naître des solidarités collectives.

(2) En juin 2017, la Cour européenne a reconnu ce lien de cause à effet. Un avis émis non à partir de données scientifiques, mais sur des indices graves et concordants.

(3) Continentale voire mondiale.

(4) Ce débat devait avoir lieu le 9 février à Bruxelles.

MZ. Caen, le 23/10/17





répression

LOI ANTITERRORISTE 2017 Vers un Etat policier !

La loi « renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme » permet à l'Etat la sortie de l'état d'urgence, prévue le 1^{er} novembre 2017, tout en inscrivant dans le droit commun une version légalement aménagée de certaines prérogatives de cet état d'exception en vigueur depuis le soir des attentats du 13 novembre 2015.

Ce n'est que la 30^e loi ayant le label antiterrorisme depuis 1986, soit quasiment une par an !

Le contenu de cette loi

Il est bon de rappeler que cette loi, intégrant les principales mesures de l'état d'urgence, était voulue et recherchée par les socialistes à la fin de la précédente législature, mais qu'ils n'ont pas eu le temps de la finaliser. Les macronistes viennent de transformer l'essai. Il faut dire que les technocrates du ministère de l'Intérieur n'ont pas changé avec les élections...

La « sécurité intérieure » sera désormais aux mains du ministère de l'Intérieur et des préfets, les flics auront donc sur le terrain de plus en plus les coudées franches...

Le premier article permet aux préfets et à leurs flics d'instituer un périmètre de sécurité dans un lieu « exposé à un risque d'actes de terrorisme en raison de sa nature et de l'ampleur de sa fréquentation ». La fouille des individus, de leurs bagages et de leur véhicule y sera autorisée. On pense naturellement aux rencontres sportives et aux concerts... mais cela pourra s'appliquer, comme sous l'état d'urgence, à tout rassemblement, à toute manifestation à caractère politique ou syndical – comme pendant la COP 21 et le mouvement contre la loi El Khomri.

Le deuxième article donne aux préfets le pouvoir de décider pour une durée maximale de six mois la fermeture d'un lieu de culte sans qu'un juge puisse intervenir.

Les articles 3 et 4 concernent la possibilité, en tout temps et en tout lieu, pour l'autorité administrative de prononcer des assignations à résidence et de permettre des perquisitions. Est concernée « toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace d'une particulière gravité pour la sécurité et l'ordre public et qui soit entrée en relation de manière habituelle avec des personnes ou des organisations incitant, facilitant ou participant à des actes de terrorisme, soit soutient, diffuse, lorsque cette diffusion s'accompagne d'une manifesta-

tion d'adhésion à l'idéologie exprimée, ou adhère à des thèses incitant à la commission d'actes de terrorisme ou faisant l'apologie de tels actes ». On retrouve ce vocabulaire tout au long de cette loi, qui peut se résumer par le fait qu'il suffit d'être suspecté par une autorité administrative, à la vue par exemple d'une « note blanche (1) », pour y avoir droit.

Désormais, les assignations à résidence s'appellent « mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance ». Ces assignations sont renouvelables tous les trois mois, dans une durée maximale d'un an. Par rapport à l'état d'urgence, leur périmètre est élargi à la commune ; la personne assignée pourra donc sortir de chez elle et devra pointer une fois par jour au maximum au commissariat ou à la gendarmerie. Mais le ministre de l'Intérieur peut proposer à la personne assignée un bracelet électronique mobile. Ce placement est subordonné à l'accord écrit de cette personne. Dans ce cas, le périmètre géographique imposé ne peut être inférieur au territoire du département. En résumé, la personne assignée pourra se rendre sur son lieu de travail sous la surveillance de ce bracelet électronique. Le fait de se soustraire aux obligations fixées par cette loi est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende !

Quant aux perquisitions administratives rebaptisées « visites domiciliaires », sans croissants ni bouquet de fleurs mais avec porte d'entrée détruite, coups de matraque, etc., elles peuvent être effectuées sur décision du pouvoir administratif. Evidemment, elles s'accompagnent de la saisie des documents, objets ou données qui s'y trouvent. C'est ainsi que les données contenues dans tout système informatique ou équipement terminal présent sur les lieux de la visite sont soit copiées, soit saisies. Cette loi dit que « la visite ne peut être commencée avant 6 heures ni après 21 heures sauf autorisation expresse, écrite et motivée accordée par le juge des libertés » qui l'a autorisée. Autant dire que la notion d'« heure du laitier » (6 heures du mat) disparaît !

La loi se termine par ces trois mesures :

Le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Défense, le ministre chargé des Transports et le ministre chargé des Douanes sont autorisés à mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel. Un nouveau fichier est En Marche !

Les interceptions de correspondances échangées au sein d'un réseau

de communications empruntant la voie hertzienne (y compris les échanges entre un téléphone portable et une antenne-relais) seront autorisées.

L'identité de toute personne peut être contrôlée dans un rayon de 10 kilomètres autour des ports et aéroports. Même si, au départ, il était prévu une distance de 20 kilomètres, toute personne présente ou circulant dans l'espace public d'une grande ville pourra subir un contrôle d'identité.

Des justifications qui n'en sont pas !

Nous avons échappé (pour combien de temps ?) à l'obligation, pour les personnes faisant l'objet d'une mesure de surveillance individuelle et de contrôle, de déclarer les identifiants de communication électronique. En fait, nos élites ont eu peur que cette mesure soit anti-constitutionnelle.

L'ensemble de ces mesures dites expérimentales inspirées de l'état d'urgence sera valable jusqu'en 2020, mais, n'en doutons pas, d'ici là nous aurons droit à d'autres lois antiterroristes. Nous devrions aussi être informés du contrôle parlementaire qui existait à la fin de l'état d'urgence, dont les conclusions n'ont jamais été prises en compte... En effet, pendant les deux ans d'état d'urgence (de novembre 2015 à octobre 2017), il y a eu plus de 6 000 perquisitions administratives pour 41 mises en examen. Et sur ces 41 mises en examen, 21 sont liées à d'autres délits (comme le trafic de drogue) que le terrorisme : 20 seulement sont des mises en examen pour apologie du terrorisme. A noter que ce sont bien des mesures de police et de renseignement classiques qui ont permis de déjouer des attentats, et pas ces mesures administratives. Qu'à cela ne tienne, nos dirigeants persistent et signent. Nous sommes en droit de nous demander : pourquoi ? Bien sûr, la première explication qui nous vient est celle de la crainte absolue des dirigeants actuels d'avoir à endosser la responsabilité d'un acte terroriste monté en épingle par les médias spécialisés, comme BFM-TV ou d'autres médias avides de sensationnel et de sang. Mais, comme nous avons pu le voir au moment de la COP 21 ou de la contestation de la loi El Khomri, ces lois sont aussi faites pour museler, réprimer, étouffer tout mouvement social remettant en cause les réformes nécessaires à la bourgeoisie au pouvoir.

Denis, OCL Reims, le 19 octobre

(1) Note émise par les services de renseignement sans mention de son origine, du service dont elle provient ou du nom du fonctionnaire.



POITIERS

Nous aussi nous y étions ou nous aurions pu y être !

Le 19 mai 2016, dans le cadre d'une manifestation contre la loi travail appelée par l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, CNT-SO, UNEF, SGL), une action de solidarité envers les cheminots en grève a été menée par des centaines de personnes sans dégradation ni interpellation. Neuf d'entre elles passeront pourtant en procès, le 17 novembre à Poitiers, car elles ont fait l'objet d'un ciblage policier sur leur seul engagement anticapitaliste et/ou libertaire. Elles sont inculpées pour avoir pénétré dans l'enceinte de la SNCF, et avoir refusé le prélèvement d'ADN et les prises d'empreinte et de photos.

Venez nombreuses et nombreux
au rassemblement
de soutien organisé,
vendredi 17 novembre
à partir de 8 h 30,
devant le tribunal
correctionnel de Poitiers !



PROJECTION - DISCUSSION

Organisée par le comité de soutien aux 9 prévenu-e-s de Poitiers
autour du film

ACHARNEMENT
POURSUIVIS POUR L'EXEMPLE
de Mourad Laffitte
Lundi 13 novembre 2017 à 21h
au **CINÉMA LE DIETRICH**
34 Bd Chasseigne à Poitiers

A NIORT AUSSI



On y était tou-te-s ! SOLIDARITÉ ET UNITÉ DU MOUVEMENT SOCIAL FACE A LA RÉPRESSION

Le 9 mars 2016, à l'occasion de la première mobilisation nationale contre la Loi Travail, un millier de personnes manifeste dans les rues de Niort. Au niveau du siège du Medef, rue du petit banc, la foule décide d'ouvrir le portail et d'occuper symboliquement et pacifiquement la cour du bâtiment. Cette action, nous y avons pris part et nous le revendiquons.

En fin de cortège, près des Halles, un manifestant est arrêté brutalement par un dispositif policier totalement disproportionné qui fera usage de gaz lacrymogène et de matraques. Plusieurs camarades furent blessés et certains d'entre eux admis aux urgences pour des brûlures. La personne interpellée a d'ailleurs été blessée au cours de l'arrestation.

Un an et demi plus tard, alors qu'un nouveau mouvement social semble émerger, cette personne est convoquée devant le Tribunal pour des faits commis par l'ensemble du mouvement social. Soutenir cette personne c'est refuser la criminalisation de nos luttes et affirmer que nous ne nous laisserons pas intimider ni diviser dans nos luttes.

Nous vous appelons donc à être présent-e-s massivement **mardi 7 novembre à partir de 8 heures 30** devant le **Palais de Justice de Niort**.

Premiers signataires : Solidaires 79, Syndicat Général des Lycéens 79, Nuit Debout Niort, Collectif Noir et Rouge, Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière 79.

Contact : antirep79@riseup.net

Comité de soutien aux neuf prévenu.e.s de Poitiers

POITIERS

**Le policier
ne savait
compter
que jusqu'à
neuf**

Tou.te.s au tribunal
le 17 novembre

Comité de soutien aux neuf prévenu.e.s de Poitiers

POITIERS

**400
manifestants
bloquent
les voies
ferrées à 9**

Tou.te.s au tribunal
le 17 novembre

Comité de soutien aux neuf prévenu.e.s de Poitiers

FAIT DIVERS

**Le pervers
filmaait des
anarchistes
à capuche
depuis
des années**

Tou.te.s au tribunal
le 17 novembre

Comité de soutien aux neuf prévenu.e.s de Poitiers

NOSTALGIE

**Avant c'était
le bon temps,
le flic aimait
l'occupant**

Tou.te.s au tribunal
le 17 novembre



chroniques du contrôle et de la répression **Big**

A bas l'Etat policier, à bas...

L'arsenal du ministère de l'Intérieur renouvelle son stock de grenades. La Place Beauvau a, en effet, lancé un appel d'offres pour l'achat de 1,2 millions de « grenades de maintien de l'ordre et de moyens de propulsion à retard », pour un montant total de 22 millions d'euros. L'information a été publiée dans le Bulletin officiel des annonces des marchés publics, et relevée par *Le Canard enchaîné* dans son édition du 30 août. Ce stock important est destiné à équiper les CRS, gendarmes mobiles et effectifs de la police nationale. En prévision d'une rentrée agitée sur le plan social ? « Ça n'a rien à voir, répond la Place Beauvau. Il s'agit simplement d'un renouvellement d'appel d'offres arrivés à son terme. »

Cette importante commande, qui se divise en cinq lots de différentes références

(grenades assourdissantes, lacrymogènes et fumigènes, cartouches-grenades, lanceurs), porte en réalité sur quatre ans. De quoi réalimenter le stock. Et pour cause : il était vide. D'après *Le Canard enchaîné*, les équipes de maintien de l'ordre n'avaient plus de munitions en prévision des prochains débordements. Conséquence d'un quinquennat Hollande particulièrement actif dans la répression des mouvements sociaux. « Il y a eu Notre-Dame-des-Landes, Sivens, Calais, les *manifs contre la loi travail*... On n'a pas arrêté de grenader », lance ainsi un représentant des forces de l'ordre dans l'hebdomadaire satirique. Rien qu'à Calais, jusqu'au démantèlement de la jungle à l'automne 2016, les CRS ont tiré 22 000 grenades sur les migrants.

La SNCF continue de collaborer !

Une note sûreté intitulée "signalement dans le cadre du G20 à Hambourg" (du 03 au 13 juillet 2017) a été distribuée aux cheminots. Celle-ci émanait de la direction sûreté qui expliquait l'obligation de signalement de tout mouvement ou groupe suspect qui se déplacerait à destination de la Belgique et/ou l'Allemagne. La nature de la demande va se préciser en désignant exactement le type de profil : « Personne (seule ou en groupe) dont le comportement pourrait laisser supposer un comportement militant porté à l'extrême (personnes appartenant au mouvement zadiste venant de Notre-Dame des Landes, mais également des Alpes). » « Les signalements, précise la note, seront transmis en temps réel au poste de commandement des agents de sécurité de la SNCF (Suge). »

Après avoir demandé aux cheminots de pister les migrants dans les trains et les gares, la SNCF veut pousser les cheminots à collaborer à la logique d'Etat axée sur la chasse aux opposants politiques, syndicaux, associatifs ou simplement actifs dans le mouvement social. L'ennemi intérieur est donc par-là même clairement ciblé : ceux qui refusent cette société de la finance et pourraient résister à son contrôle absolu. Ces directives nous ramènent à des pratiques d'un autre temps et, sous couvert de lutte antiterroriste, l'Etat veut maintenant contrôler, fichier et bloquer tout militant associatif ou politique qui voulait se rendre au G20 pour manifester !

La Fédération SUD-Rail a dénoncé cette directive liberticide et a appelé les cheminots à ne pas l'appliquer ! « En 2017, comme en 1940, les cheminots sauront refuser les dérives autoritaires. »

Sources : europe1.fr et sud-rail

Qu'on se le dise : Bonne nouvelle dans la lutte contre la répression !

Récemment à Rennes un camarade a été relaxé de toutes les charges portées contre lui, et notamment celles concernant son refus de prélèvement d'empreintes et d'ADN. Son avocat a fait valoir les dernières décisions du Conseil Constitutionnel et de la Cour européenne des Droits de l'Homme en la matière. La première concerne la vérification d'identité elle-même, qui a été justifiée le jour de la manifestation par une ordonnance du procureur permettant de conduire au poste toute personne ne pouvant justifier de son identité dans un périmètre qui englobe le centre-ville rennais. Le Conseil Constitutionnel, dans une décision du 24 janvier 2017, a décidé que pour être légalement viables ces ordonnances devaient justifier d'un lien entre le périmètre sur lesquelles elles s'appliquent et le type d'infraction recherchée (type vol, effraction, stup, détention d'armes et d'explosifs, comme on trouve habituellement dans les ordonnances qui permettent les arrestations et la nasse des manifestants).

Le texte est assez clair : « ces dispositions ne sauraient, sans méconnaître la liberté d'aller et de venir, autoriser le Procureur de la République à retenir les lieux et périodes sans lien avec la recherche des infractions visées dans ses réquisitions ». Quant à la relaxe concernant son refus de fichage ADN, il repose sur la décision prise par la Cour européenne 7 jours avant la tenue de ce procès ! Comme le conclut un article du blog de la défense collective de Rennes : « Dans l'espoir que cette relaxe engendre une multitude d'autres, nous appelons à faire tourner cette information le plus largement possible, et à nous envoyer les infos sur les autres procès où ces types de défense auraient été éprouvés. »

Pour que la lutte continue, défendons-nous collectivement !

Source : defensecollective.noblogs.org

La propagande militariste verse dans le détournement de mineurs

L'association Solidarité Défense, parmi ses missions, a pour objectif de resserrer le lien entre la société civile et la communauté militaire et particulièrement envers ses membres engagés dans des opérations extérieures censés rétablir... la paix. Ainsi chaque année, à l'occasion de la fête de Noël et du nouvel An, cette association adresse un colis aux soldats en opérations extérieures pour leur manifester le soutien et la solidarité du pays. A chacun de ces colis est joint un dessin d'enfant... Cette action est également une occasion d'expliquer aux enfants la mission des soldats français au service, paraît-il, de la paix. Pour ce faire, cette association a écrit au Recteur de l'Académie de Bordeaux afin que celui-ci invite les directeurs d'écoles primaires à réserver le meilleur accueil aux membres

des associations dûment mandatés et aux mairies qui prendront contact avec eux pour apporter aux enseignants et écoliers, les informations utiles à ce geste de solidarité. Le but étant évidemment de collecter des dessins afin de renforcer l'esprit civique et citoyens des jeunes élèves. Nous ne savons pas quel accueil a eu cette mission toujours difficile d'aborder avec ses élèves ce qu'est la grandeur de la France, le colonialisme, l'impérialisme et ce qui se cache derrière toutes ces interventions militaires extérieures, mais on peut toujours refuser ce type de « détournement de mineurs ».

Source : lettre de la présidente de « Solidarité Défense » au Recteur de l'Académie de Bordeaux

Source : lavoixdunord.fr

Big Brother

Brother



Des espoirs pour la lutte contre le fichage génétique !

Le 22 juin 2017, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu son arrêt dans l'affaire opposant Jean-Michel Ayçaquer, paysan d'Ossès (Pays basque) à l'Etat français sur la question de la conservation des empreintes génétiques. La Cour européenne dit qu'être condamné pour avoir refusé d'être inscrit au fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg) est contraire au respect de la vie privée. L'affaire concerne le refus de Jean-Michel Ayçaquer de se soumettre à un prélèvement biologique, destiné à un enregistrement dans le Fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG). Ce paysan avait participé, à Ainharp (64), à un rassemblement organisé par le syndicat agricole Euskal Erriko Laborarien Batasuna et le Groupement foncier agricole mutuel Lurra. A l'issue, une bousculade était intervenue entre gendarmes et manifestants. Jean-Michel Ayçaquer avait été placé en garde à vue, et condamné par le tribunal correctionnel de Bayonne à deux mois de prison avec sursis pour violences. A la demande du parquet, il avait été convoqué pour se soumettre à un prélèvement biologique, ce qu'il avait refusé. Le 27 octobre 2009, il était condamné à une amende de 500 euros par le tribunal de grande instance de Bayonne pour ce refus. Jugement confirmé par la cour d'appel de Pau et par la Cour de cassation qui avait rejeté le pourvoi du paysan basque.

Le 22 juin, la Cour européenne des droits de l'homme

a estimé, même si elle ne conteste pas l'existence du Fnaeg, que le régime de conservation des profils génétiques constitue une violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, ce régime n'offre pas de protection suffisante aux intéressés, en raison de sa durée (20 ans pour les personnes soupçonnées et 40 ans pour les personnes condamnées) et de l'absence de possibilité d'effacement. Elle estime qu'il y a déséquilibre entre les intérêts publics et privés en jeu. Cette décision favorable est intervenue au terme de six ans de procédure menée par Me Anne-Marie Mendiboure. L'Etat français est condamné à verser 3000 euros au paysan basque pour dommage moral et 3000 euros pour ses frais de justice. L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme devrait contraindre l'Etat français à modifier sa législation en matière de conservation des empreintes génétiques (articles 706-55 et suivants du Code de procédure pénale).

A noter que c'est la première fois que la Cour européenne statue sur le sujet du Fnaeg. Des faucheurs d'OGM qui l'avaient contesté ont été déboutés, en janvier 2012, pour n'avoir pas respecté les règles de procédure. De même, une requête introduite par des syndicalistes corses de la Société nationale Corse Méditerranée a-t-elle été déclarée irrecevable pour non-épuisement des voies de recours.

Source : LeMonde.fr

Répétition du scénario libyen ?

La société française Amesys a été épinglée en 2011 par des reporters du Wall Street Journal : en visitant les locaux des services de renseignement libyens, abandonnés suite à la chute du général Khadafi, ils avaient découvert des preuves de la présence de cette société en Libye. Amesys avait en effet vendu à la Libye son système Eagle, un système d'interception des communications IP, qui avait été utilisé par les régimes pour identifier et arrêter des oppo-

sants politiques. Une révélation qui avait valu à la société une enquête sur ses activités.

Mais comme le révèle Télérama, une fois la tempête initiale passée, Amesys a continué son business. Cette société a été rachetée à Bull et son nouveau dirigeant en a profité pour la scinder en deux entités, dont l'une d'entre elles est baptisée Advanced Middle East Systems. Selon Télérama, ces structures sont utilisées pour commercialiser une nouvelle solution, baptisée

Cerebro, et qui se présente comme une version évoluée du système de surveillance IP proposé par Amesys. La société promet « une surveillance en temps réel des suspects » en captant (mail, texto, navigation Web, messagerie, ...) à l'échelle d'un pays. Cette technologie de surveillance vient d'être vendue à l'Egypte du général Sissi pour combattre les frères musulmans et aussi tous les opposants politiques à cette dictature.

Pas de « droit à l'erreur » pour les allocataires de la CAF, soumis à des contrôles toujours plus invasifs

C'est le titre d'un texte de Rachel Knaebel daté du 30 juin 2017 et publié sur le site bastamag.net. Extraits : « Déclaration de revenus tous les trois mois, croisements de données avec les impôts, contrôle des relevés bancaires, visites à domicile... Il ne s'agit pas des nouvelles mesures concernant la transparence de la vie publique mais celles auxquelles se soumettent les bénéficiaires de minima sociaux, en contrepartie d'un revenu de quelque 530 euros par mois. La Caf prévoit même, bientôt, de récupérer « à la source » les données personnelles des allocataires, auprès du Pôle emploi ou des services du fisc. En cas de contrôle, sans même une fraude avérée, les versements peuvent être suspendus. Et pas de « droit à l'erreur ». Parfois prompts à s'offusquer des nouvelles règles de transparence qui encadrent leur activité, nos élus se montrent pourtant moins choqués lorsqu'elles virent à l'abus de pouvoir contre les citoyens les plus précaires. »

(...). A notre demande de précisions sur les contrôles pratiqués auprès des personnes au RSA, la Caf nous a envoyé ses « documents de presse » concernant sa politique de contrôle. On y apprend qu'en 2016, sur 12,8 millions d'allocataires de la Caf (toutes prestations incluses), 7,2 millions ont été contrôlés, soit plus d'un allocataire sur deux. Mais qu'au final, les cas de « fraude » détectés par la Caf représentent seulement 0,36 % de la population des allocataires. En 2016, le montant moyen des fraudes détectées par la Caf s'élèverait à 6412 euros par fraude. Il s'agit cependant d'une moyenne, dont le chiffre peut être fortement amplifié par un nombre réduit de fraudes portant sur des montants importants. Alors pourquoi contrôler plus de 50 % des allocataires pour 0,36 % de fraudeurs ? « Toutes les erreurs ne sont pas volontaires et elles ne profitent pas toujours à l'allocataire », reconnaît le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales, Daniel Lenoir, dans une newsletter de février 2017. Reste que la Caf, et les conseils départementaux qui sont chargés du paiement du RSA, ne lésinent pas sur les moyens. En fait dans 90 % des cas, les allocataires ne savent pas qu'ils ont été contrôlés, assure la Caf. Car la plus grande partie de ces contrôles passent aujourd'hui par des échanges directs de données avec Pôle emploi ou les impôts, par exemple. « Les contrôleurs peuvent accéder aux informations et données des organismes privés tels que les employeurs, les fournisseurs d'énergie, les banques... », précise aussi la Caf. Qui dit même prévoir « accroître les partenariats pour permettre la récupération à la source des données des allocataires. Des accords avec Pôle Emploi, l'Assurance maladie sont en cours. »

A suivre... malheureusement !

Big Brother

L'économie en brèves

DIX ANNÉES D'ÉVOLUTION DU TRAVAIL (2006-2016)

Si la crise économique a éclaté en 2007, c'est en 2009 que l'emploi a atteint son plus bas niveau. Il a retrouvé son niveau de 2007 en 2013, et continué de progresser depuis. Mais la part du temps partiel a augmenté, notamment chez les hommes (7,7 % de salariés à temps partiel contre 30,4 % de salariées). La part des CDI a diminué, ne concernant plus que 85 % des salarié-e-s. 10,5 % des salarié-e-s sont en CDD, un peu moins de 3 % en intérim. La pluriactivité (le fait d'avoir plusieurs emplois en même temps) s'est développée.

Le taux d'activité, lui, a augmenté. Le taux d'activité, c'est le pourcentage de la population qui travaille ou qui cherche un emploi. Le taux d'activité des jeunes (15-24 ans) diminue depuis 2009, mais celui des vieux (55-64 ans) a beaucoup augmenté, réformant des retraites oblige.

Le taux de chômage a diminué pour la première fois en 2016 (les médias n'ont d'ailleurs pas cessé de nous le répéter), mais il reste supérieur de 2,1 points à celui de 2007. Le chômage de longue durée (un an ou plus), lui, n'a pas reculé (mais il s'est stabilisé): il concerne 45 % des chômeurs. L'INSEE estime le chômage à 3 millions de personnes environ, mais il y a 6,6 millions d'inscrit-e-s à Pôle emploi.

Les revenus d'activité progressent partout depuis 2014, sauf dans la fonction publique d'Etat, mais cela est lié à la progression des effectifs en contrat aidé, progression qui est en train de s'arrêter brutalement ! En 2014, le salaire net moyen à temps plein dans le privé était de 2 230 € par mois, 2 480 € dans la fonction publique et 1 880 € dans la territoriale. Pour les non-salariés hors auto-entrepreneurs et agriculteurs, le revenu mensuel moyen était de 3 260 €.

Source : INSEE, *Evolution du marché du travail depuis dix ans*.

DISCRIMINATIONS RACIALES

L'INSEE s'est intéressé à la situation des descendants d'immigrés maghrébins en utilisant les données de l'enquête emploi. Il s'agit ici des seuls adultes dont au moins le père est né au Maghreb (pour les autres origines, le nombre d'enquêtés n'est pas suffisant pour avoir une conclusion statistiquement valable). Le terme de discrimination a un sens précis, qu'il ne faut pas confondre avec injustice ou situation défavorisée. Pour connaître la discrimination raciale, il faut comparer la situation d'emploi de personnes qui ont le même niveau de diplôme (les enfants d'immigrés sont souvent moins diplômés) et qui sont dans la même tranche d'âge (les enfants d'immigrés sont souvent plus

jeunes)... Les conclusions sont assez claires : « *Quel que soit le moment de leur carrière, les descendants d'immigrés maghrébins sont moins souvent en emploi que les personnes sans ascendance migratoire. Les différences de diplôme, d'expérience, de situation familiale et de lieu de résidence expliquent moins de la moitié des écarts de taux d'emploi observés entre les deux groupes.* »

En ce qui concerne les hommes, la discrimination la plus flagrante concerne le



chômage, et elle est énorme : « *L'écart des taux de chômage masculins entre les hommes descendants d'immigrés maghrébins et ceux sans origine migratoire est ainsi de 20 points moins de dix ans après la fin des études ; il se réduit progressivement à 11 points au-delà de trente ans d'ancienneté sur le marché du travail.* » La discrimination serait à l'origine des deux tiers de cette différence pour les jeunes (ayant fini leurs études depuis moins de dix ans), et de plus des trois quarts pour ceux qui travaillent depuis trente ans et plus. En ce qui concerne les femmes, l'écart en termes de chômage est moindre, c'est l'écart en

termes d'activité qui est important (il y a une proportion plus importante de mères au foyer). Evidemment, ce que ce type d'enquête ne peut pas dire, c'est dans quelle mesure cette situation de femme au foyer est liée au découragement face au chômage. Hommes et femmes sont plus touché-e-s par les CDD (18 % des femmes, 17 % des hommes contre 11 et 9 %) et le temps partiel contraint (11 % des femmes et 6 % des hommes contre 9 et 3 %).

Evidemment, toutes ces discriminations se retrouvent en termes de salaire. « *Ainsi, le salaire mensuel net moyen des hommes à temps complet descendants d'immigrés maghrébins est de 13 % inférieur à celui des hommes sans ascendance migratoire. Chez les femmes, l'écart de salaire est de 8 % en défaveur des descendantes d'immigrés. En outre, pour les hommes, les écarts de salaire sont plus élevés pour les plus anciens sur le marché du travail : l'écart de salaire est de 3 % en faveur des descendants d'immigrés pour les salariés dont l'ancienneté sur le marché du travail est inférieure à dix ans, mais de 20 % en leur défaveur pour ceux ayant une ancienneté de plus de trente ans. Ces écarts sont moins nets pour les femmes (respectivement de 2 % et 8 % en défaveur des descendantes d'immigrés maghrébins). L'écart de salaire des descendants maghrébins est également plus prononcé parmi les personnes détentrices d'un diplôme de l'enseignement supérieur, soit 11 % de moins parmi les hommes et 10 % parmi les femmes, que parmi les non-diplômés (7 % et 2 % de moins respectivement).* » Ici, pour repérer la part de la discrimination, c'est un peu plus compliqué. En gros, on compare ce que ça ferait si ceux et celles qui ont une origine maghrébine avaient les mêmes caractéristiques d'emploi que les autres, puis on compare ce que ça ferait si ceux et celles qui n'ont pas d'ascendance immigrée avaient les mêmes caractéristiques d'emploi que les descendant-e-s d'immigré-e-s. Au bas de l'échelle des salaires, les écarts « non expliqués » (donc la discrimination) sont faibles. Par contre, il y a un véritable « plafond de verre » pour les hommes : « *Ainsi, entre les 10 % d'individus les mieux rémunérés dans les deux groupes, un écart substantiel de 9 % subsisterait en défaveur des descendants d'immigrés, si les deux groupes possédaient les mêmes caractéristiques observables.* » Ce n'est pas qu'il n'y a pas de « plafond de verre » pour les femmes, c'est qu'il y en a pour toutes les femmes, quelle que soit leur origine, ce qui rend le phénomène plus difficile à isoler pour les descendantes d'immigré-e-s.

Sources : INSEE, *Emploi, chômage, revenus du travail édition 2017, Les descendants d'immigrés maghrébins : des difficultés d'accès à l'emploi et aux salaires les plus élevés*, Béatrice Boutche-nik, Jérôme Lè.



UN DERNIER SALUT À NOTRE AMI ET CAMARADE JEAN VAN ZAAZEN

Jean est décédé le dimanche 8 octobre 2017(1). C'est au milieu des années 80, à Boulogne-sur-Mer, que nous avons fait sa connaissance, un dimanche d'été où il flânait dans les allées d'une de ces foires à la brocante qu'il affectionnait. Nous nous sommes ensuite revus régulièrement. A l'époque, nous étions encore étudiants, lui était traducteur. De discussions au bistrot en réunions dans une des minuscules salles de la Bourse du travail, a germé l'idée de relancer la publication d'un journal local d'expression libertaire et de lutte de classe.

Après quelques temps de réflexion et de préparation, le premier numéro de *La Mouette enragée* paraissait dans les kiosques de Boulogne-sur-Mer... Entre-temps, nous avons eu l'occasion d'initier et de participer ensemble à de multiples collectifs locaux : contre l'armée à l'école ; contre la première guerre du Golfe, etc.

Dans les années 70, Jean avait été membre du groupe local de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste). A cette

époque, il collaborait à la publication d'un autre journal local de contre-information : *Le Cri du Boulonnais*. C'est toujours en sa compagnie que, durant l'hiver 1989, nous avons accueilli dans une maison de la campagne boulonnaise la première Commission journal du mensuel *Courant alternatif*. Un week-end « à la chandelle » que certains de ses participant-e-s gardent encore en mémoire.

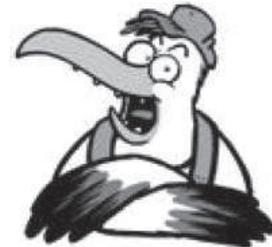
Au fil des années, nous avons emprunté des chemins parallèles. Jean a rejoint un temps la CNT (Confédération nationale du travail), nous avons fait les un-e-s et les autres des choix différents.

C'est ensuite dans les concerts qu'il animait au sein d'un groupe de musique Folk que nous nous retrouvions parfois, le temps de partager une bonne bière et d'échanger quelques nouvelles.

Nos pensées vont à Marie-Christine.

Quelques ami-e-s et camarades
de *La Mouette enragée*

(1) VAN ZAAZEN Jean, Dictionnaire des anarchistes, http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article155994&id_mot=28



LE HORS-SÉRIE SUR LA RÉVOLUTION RUSSE EST SORTI

EN VENTE 6 EUROS EN KIOSQUES

OU EN LE COMMANDANT (6 EUROS PORT COMPRIS) À OCL/CO EGREGORE, BP821213 - 51058 REIMS CEDEX



SOMMAIRE

- A l'origine d'octobre 1917, la révolution de 1905
- «Mille événements qui convergent vers l'insurrection de 1905» - Rosa Luxemburg
- 1905 : l'irruption de l'ouvrier révolutionnaire russe
- Parler des soviets aujourd'hui
- Les femmes dans la révolution russe - A. Kollontai
- Alexandra Kollontai, biographie
- Vers la militarisation de la société
- La militarisation des usines - Emma Goldman
- Emma Goldman, l'anarcha féministe, biographie
- «Ma désillusion en Russie» - Emma Goldman
- Les organisations anarchistes dans la révolution russe et leur répression par les bolcheviques - Voline
- Kronstadt avant l'insurrection - Ida Mett

- Ida Mett, biographie
- La répression de la «troisième révolution» à Kronstadt
- L'insurrection de Kronstadt et la destinée de la révolution russe - Ante Ciliga
- Ante Ciliga, biographie
- La Makhnovtchina - Daniel Guérin
- Manifeste de l'armée insurrectionnelle d'Ukraine (1920)
- Pour le X^e anniversaire du mouvement insurrectionnel en Ukraine - Nestor Makhno (1928)
- Aux Juifs de tout pays
- Nestor Makhno - Victor Serge
- Trotski, le prophète calomniateur
- Lénine et la révolution - Ante Ciliga
- Trente ans après la révolution russe - Victor Serge
- Que lire à propos de la révolution russe ?

S'abonner à *Courant alternatif*

10 numéros + les hors-séries : 30 euros

Le mensuel, contrairement aux hors-séries, n'est pas diffusé en kiosques

**L'abonnement est donc vital
pour qu'il continue de paraître**



Vertement écolo

LE VENT LES EMPORTERA...

Notre beau pays dispose du deuxième gisement européen de sites éoliens derrière la Grande-Bretagne. L'énergie électrique éolienne est ainsi un des éléments indispensables du mix énergétique prévu dans la loi de transition énergétique : 32 % d'énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolien...). C'est aussi un secteur dynamique gangrené par les intérêts privés, les magouilles d'élus locaux et les effets d'aubaine (prix garantis de revente, aides multiples...).

Les promoteurs de l'éolien industriel terrestre se plaignent de multiples contraintes entravant sa marche triomphale : présence d'habitations, de monuments, de zones Natura 2000, de radars météorologiques, mais aussi professionnels du contentieux, nucléocrates déguisés et autres NIMBY... Il s'agit malgré tout d'oppositions gérables, malgré la multiplication des procédures : 53 % des projets font l'objet de contentieux.

Depuis trois ou quatre ans, un nouvel opposant résolu aux éoliennes est apparu : l'armée de l'air.

Celle-ci a découpé l'espace aérien en une multitude de zones aux sigles abscons : VOLTAC, SETBA, RTBA, ZRT, ZST... Tout ce qui se dresse dans ces zones hérisse les contrôleurs aériens militaires. Les éoliennes, par exemple, dont certaines culminent à plus de 200 m. Elles rendent difficiles les vols à basse altitude, et leurs pales ont « la particularité de faire disparaître pendant quelques secondes la trace radar d'un objet volant ».

Le PDG de Valorem (conception de parcs éoliens, production, financement de projets éoliens) hurle à la mort : en 2013, les « contraintes des radars militaires et des centrales nucléaires leur interdisaient 12,3 % du territoire, 50,25 % en 2016 (1) »... et à terme 86 % du territoire.

EDF a bien essayé de vendre aux militaires des éoliennes « furtives », sur l'Ensemble éolien catalan (le plus grand parc éolien du territoire) mais cela n'a, semble-t-il, pas suffi à amadouer les kakis.

Bref, le PDG de Valorem ventile fort dans les médias à l'occasion de la publication de son livre (*Le vent nous portera*, Gallimard), en soufflant le froid : « La filière éolienne terrestre est mort-née (2) » et le chaud : « Il faut obliger l'armée à cohabiter avec les éoliennes » Chiche !

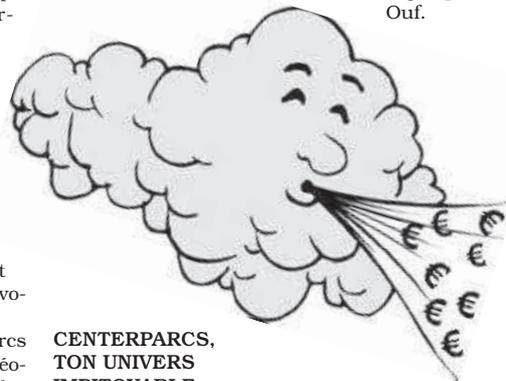
Dans cette histoire, qu'est-ce qui est le pire : le PDG de Valorem moulinant pour développer son business model ou les militaires défendant bec et ongles leurs terrains de jeux et leur emprise sur les territoires ?

A propos de bec, FNE (France nature environnement) vient d'assigner en justice EDF-Energies nouvelles pour destruction d'espèce protégée. 33 cadavres de faucons crécerellettes ont été retrouvés au pied des éoliennes de la ferme éolienne du causse d'Aumelas, à proximité de Sète (31 éoliennes sur 800 ha). Ce faucon qui est très rare en Europe est classé « vulnérable » au niveau national et recommence à coloniser le sud de la France. « En France, il existe environ 400 couples de ce rapace, et 180 dans le seul département de l'Hé-

rault. »

A ces 33 cadavres retrouvés (mais leur nombre est évalué à une centaine depuis 2012), on peut ajouter 13 busards cendrés hachés entre 2010 et 2016 et un grand nombre de chauves-souris tuées par « barotraumatisme », à savoir la baisse brutale de pression auprès des éoliennes, ce qui provoque la mort immédiate des chauves-souris.

EDF fait le mort, car « EDF-EN n'a jamais déposé de dossier de dérogation, tout en continuant à détruire le faucon crécerellette ». Bizarrement, la Dreal de son côté « n'a pas pris d'arrêt de mise en demeure pour obliger EDF-EN à déposer ce dossier. » car « Si EDF-EN déposait un dossier de dérogation, le groupe devrait indiquer la raison impérative majeure justifiant la construction du parc éolien dans cette zone. C'est-à-dire prouver que le parc n'aurait pas pu être aménagé ailleurs. Ce dossier pourrait remettre en question son existence (3) ». EDF sait qui sont ses amis au nom de la transition énergétique.



CENTERPARCS, TON UNIVERS IMPITOYABLE

Le projet de Center Parcs de Roybon (Isère) est toujours bloqué.

Après s'être fait retoquer par la cour d'appel du tribunal administratif de Lyon, le groupe Pierre & Vacances (P&V) et ses affidés (dont le syndicat intercommunal des eaux de la Galaure) avaient lancé début 2017 une procédure en cassation devant le Conseil d'Etat sur deux points : la loi sur l'eau et l'assainissement.

Le 13 octobre, le Conseil d'Etat a retoqué le recours contre l'assainissement.

En cause, les 27 km de canalisations entre Roybon et Saint-Sauveur, avec des pompes de relevage, passant sur des zones humides, à proximité de cours d'eau pour évacuer vers la Drôme les milliers de mètres carrés d'eaux usées générées par ce projet de Center Parcs. Le syndicat des eaux avait juste « oublié » de réaliser l'étude d'impact obligatoire pour ce type de projet.

Si les associations locales ont manifesté une certaine satisfaction, la prudence reste de mise : le gros morceau en attente de délibération est celui de la loi, et plus particulièrement des mesures dites compensatoires.

Et là apparaît un nouveau larron, l'ONF (Office national des forêts).

L'ONF avait été choisie par P&V pour mener à bien la recherche des zones à compenser, car 76 ha de zones humides devaient être détruits. La compensation devant se faire

selon la loi du un pour deux (2 ha compensés pour 1 ha détruit), P&V et l'ONF sont partis grappiller 150 ha de zones humides sur 5 départements et une vingtaine de sites dans l'Isère, la Loire, l'Ardèche, la Haute-Savoie et la Savoie.

Stupeur des opposants et, en 2015, la FRAPNA demande à l'ONF de lui communiquer les informations environnementales qu'il détient dans le cadre de ses échanges avec le groupe P&V. Refus de l'ONF qui s'abrite derrière le secret des affaires ! Guérilla judiciaire pendant dix-huit mois. Sommé par le tribunal administratif de transmettre les informations demandées, l'ONF vient de faire appel. On se demande bien ce qui peut les gêner dans ce dossier, « car la gestion durable des forêts est d'ores et déjà un objectif qui lui est assigné dans le cadre de ses obligations de service public (4) ».

A moins que... les missions de service public, le respect de l'environnement se soient là aussi effacés au profit de la rentabilité à outrance et de l'appât du gain, comme cela a déjà été largement évoqué dans CA.

LES PEUPLES INDIGÈNES, SUPPÔTS DU CAPITALISME FINANCIER ?

L'entreprise pharmaceutique Allergan, célèbre pour son Botox, a trouvé une parade infaillible pour éviter qu'un certain nombre de ses brevets soient attaqués par ses concurrents ou tombent dans le domaine public. Elle en a transféré la propriété à la « Saint Regis Mohawk Tribe, une enclave indienne située à la frontière des Etats-Unis et du Canada, dans l'Etat de New York (5) ».

Les tribus indiennes étant des peuples souverains sur leurs territoires, « elles ne peuvent être poursuivies en justice. Si elles possèdent des brevets, aucune entreprise ne peut les attaquer ». Allergan a versé 13,75 millions de dollars et versera 15 millions de dollars de royalties annuelles à la tribu. Cela lui permet de préserver 1,5 milliard de profits. C'est pas cher payé.

Cette pratique des capitalistes et des tribus n'est pas neuve : le développement massif des casinos au sein de territoires indiens, au profit de pouvoirs conservateurs/réactionnaires indiens, a précédé cette nouvelle piroquette juridique. Certains peuples autochtones, indigènes, premiers... semblent avoir parfaitement intégré les logiques et les opportunités offertes par le capitalisme agile.

Freux et Eugene the Jeep

(1) *Le Canard enchaîné*, 18/10/17.

(2) « Les contraintes militaires croissantes menacent la filière éolienne terrestre », *Le Monde*, 13/10/17, et Jean Leymarie sur Franceinfo, 18/10/17.

(3) « Dans l'Hérault, les pales d'éoliennes tuent des oiseaux protégés », *Le Monde*, 27/07/17.

(4) « Center parcs de Roybon : Pierre & Vacances devra se (re)pencher sur ses eaux usées », *Place Gre'net*, 19/10/17, et « Center parcs : sommé de transmettre ses échanges avec Pierre & Vacances, l'ONF fait appel », *Place Gre'net*, 09/09/17.

(5) « Allergan passe un accord avec une tribu indienne pour protéger ses brevets », *Le Monde*, 19/09/17.

« La Fabrique du musulman »

Un débat a été organisé cet été, aux rencontres libertaires de l'OCL, sur *La Fabrique du musulman*, et nous avons publié dans le précédent CA la présentation que Nedjib Sidi Moussa a faite alors de son ouvrage (paru chez Libertalia). Voici un résumé des échanges qui ont suivi.

La critique du livre d'Houria Bouteldja et du PIR

Le rejet des positions exprimées dans le livre d'Houria Bouteldja (H. B.) *Les Blancs, les Juifs et nous* a été unanime. Un camarade considère que c'est la concurrence entre les victimes qui est mise en avant, une façon de toujours parler de « eux » et « nous », qui est le plus insupportable. Par ailleurs, H. B. s'autoproclame représentante des « racisés » en prétendant que la race est le seul clivage aujourd'hui. Le livre est-il antisémite ? Les avis sont plus partagés sur cette question : certains ne pensent pas qu'il le soit véritablement, d'autres qu'il l'est fondamentalement et que c'est même là l'objet premier du livre.

Constat est fait que H. B. justifie et accepte le racisme dès lors qu'il s'exprime chez des opprimés : finalement, que les gens s'entre-tuent chez les prolétaires elle n'en a rien à faire. Pour elle, les Blancs sont un groupe homogène – ouvriers et patrons réunis – qui a des privilèges.

On entend souvent dire que les propos inacceptables du Parti des indigènes de la République (PIR) et/ou de H. B. – comme ceux sur le viol dans les cités, sur l'homosexualité ou contre le féminisme – sont le fruit d'une évolution plus que douteuse qui s'est effectuée progressivement. Pourtant, comme l'a souligné Nedjib Sidi Moussa dans son intervention, il n'y a en fait eu que très peu d'évolution car les choses les plus inacceptables ont été exprimées par eux dès 2005.

Toutes ces questions autour de la racialisation et de l'intersectionnalité, la confusion entre lutte et religion, auraient pu se cantonner à un débat universitaire tel qu'il existe aux Etats-Unis – et, en France, demeurer un simple outil politique utilisé par une gauche cherchant désespérément à offrir des choses à gagner à des gens qui ne votent plus pour elle. Une gauche qui n'est plus en mesure de promettre la moindre amélioration des conditions de vie, qui veut la paix sociale mais n'a plus rien pour l'acheter, et qui tente de se reconfigurer sur la question de l'identité. Mais les choses n'en sont pas restées là. Même la plupart des critiques

faites au PIR ont utilisé en grande partie son langage, et parfois ses analyses. Le terme de « racisé », par exemple, ne se discute plus, et il est admis sans que l'on sache sur quoi se fonde la délimitation entre une « race » et l'autre : sur les 6,25 % minimum de sang colonisé ? Sur l'apparence, sur l'accent ?

Comment et pourquoi ces thématiques ont-elles pénétré et été reprises dans des espaces qui, normalement, s'occupent de la transformation sociale, et dans lesquels on a pu évoluer et/ou on évolue encore ?

L'effacement d'un discours de classe révolutionnaire

Nous sommes dans une période où, dans les luttes comme dans la société en général, l'élaboration de perspectives révolutionnaires est chose plutôt rare. Quand on évoque une grille d'analyse de classe, on est souvent considéré comme des ouvriéristes qui fantasment sur les grandes usines et qui ne comprennent rien aux évolutions depuis quarante ans, comme des staliniens même ! On apparaît comme des ovnis si on parle de révolution. Qui parle de classes à l'heure actuelle ? Peu de gens. Il y a bien quelques figures sympathiques comme Poutou à la télé, mais dans les boîtes, dans les quartiers il y a très peu de révolutionnaires qui s'y réfèrent.

La conséquence, c'est que les milieux révolutionnaires se sont sentis déconnectés du prolétariat et privés de leur sujet révolutionnaire. La tentation a été d'en recréer d'autres un peu mythifiés : on a alors fabriqué de nouvelles luttes, par exemple sur la question des exclusions... Mais, en fait, ce ne sont pas des luttes réelles mais des dynamiques de regroupement politique qui tentent de se mettre en place avec d'autres organisations politiques qu'on autoproclame comme les représentants de ces victimes-là, par exemple celles et ceux qui sont victimes de l'islamophobie en France. On leur accorde des rôles substitutifs de représentants de franges du prolétariat.

Il s'agit ni plus ni moins que de la recherche d'une nouvelle figure de classe. Cela se produit se produit chaque fois que la lutte des classes baisse en intensité et que des groupes se retrouvent orphelins de leur raison d'être. Cette recherche a marqué bien des périodes et des mouvements, de la Gauche prolétarienne à l'« autonomie » – parisienne ou italienne –, ou au négriisme, etc. Maintenant, c'est le postmodernisme qui fournit le matériau pour inventer de nouvelles figures de remplacement.

Les milieux révolutionnaires sont passés d'une lutte contre l'exploitation à une



lutte contre les discriminations. A la lutte des classes s'est peu à peu substituée la lutte des places. La discrimination positive, par exemple, veille à ce que toutes les communautés existantes (ou à inventer) aient autant de places à tous les étages de la hiérarchie sociale, dans la bourgeoisie comme dans le prolétariat, alors que notre objectif est qu'il n'y ait plus du tout de rôles à distribuer, même équitablement !

Nos bases politiques, communistes et libertaires, se sont construites historiquement sur la reconnaissance de la division de la société en classes, ce qui implique que les luttes que nous menons avec des gens se structurent sur la base d'un intérêt commun, et non d'un soutien à telle ou telle cause liée à une partie de la population ou simplement par humanisme. Le système capitaliste arrive à maintenir, à développer sa domination en fractionnant et en divisant celles et ceux qui devraient être unis contre elle. Si tous les gens qui ont réellement intérêt à la mort du capitalisme se donnaient la main, cela fait longtemps qu'on serait sortis d'affaire. La question des discriminations est importante parce qu'on a tendance à aborder cette question comme une élément de division à l'intérieur du peuple, barrant ainsi la route à une expression commune.

Cette évolution vers la désignation ethnique ou religieuse de fractions du prolétariat vient de loin. On se rappelle qu'en 1983, lors de la grève aux usines Talbot de Poissy, le Premier ministre socialiste Pierre Mauroy a désigné et fustigé les grévistes comme étant des musulmans et,



touchons le fond

à l'époque, il n'y a pas eu de riposte sur ce terrain de la part des syndicats. Les choses se sont ensuite progressivement envenimées. Les tenants du pouvoir se sont aperçus qu'avec les difficultés du capital ils avaient besoin de diviser encore plus sur cette base, et ç'a été alors d'autant plus facile pour eux que les tentatives d'injecter du socialisme, de la lutte des classes, dans les mouvements de libération étaient défaits dans les ex-pays colonisés. Aux Etats-Unis, certains « penseurs » ont estimé qu'il était important, dans le monde occidental, de développer des orientations capitalism friendly dans les mouvements sociaux qui ne manqueraient pas d'apparaître. Des actions ont été mises en avant, de l'argent a été balancé, et il est intéressant de voir que certains des émetteurs des luttes contre les discriminations ont parfaitement accompagné cette tendance à la communautarisation de la société : la porte-parole de Stop le contrôle au faciès (association financée notamment par la fondation Soros aux Etats-Unis) et de la lutte contre l'islamophobie est issue d'un lycée de « quartier » et a pu bénéficier d'une discrimination positive à son entrée à Sciences Po.

En fait, ce qui se passe actuellement n'est rien d'autre que l'habit neuf d'une vieille canaille, le réformisme.

La culpabilisation/victimisation

Un autre élément unanimement évoqué dans le rejet des thèses émises par H. B., les « racialisés », le PIR, etc., c'est l'utilisation de la culpabilisation comme carburant pour une pratique politique, surtout lorsqu'il s'agit d'une culpabilité découlant de ce qu'on n'a pas choisi d'être ou d'avoir : une couleur de peau, un sexe, une nationalité, un lieu de naissance, etc.

On pense à la pression sur les femmes musulmanes pour qu'elles ne trahissent pas leur « camp » ; à la culpabilité d'être blanc, occidental, homme ; d'avoir été un faux anticolonialiste ; d'avoir, comme exploité occidental, bénéficié de la colonisation...

De plus en plus, on voit dans les réunions de certains milieux, l'obligation de dire d'emblée ce qu'on est individuellement, d'où on vient, plus que ce qu'on pense politiquement. Comprendre les mécanismes de domination devient le préalable à la lutte. Or dans la réalité, dans une boîte par exemple, les luttes ne commencent pas ainsi, pas sur les origines des gens mais sur ce qui les unit.

Evidemment, une conséquence de cette posture qui tente de s'imposer comme une obligation politiquement correcte, c'est de faire de l'opprimé une simple victime, alors que ce que nous voulons c'est que, par la lutte, il cesse d'être une victime.

« Ce qui est terrible dans cette "racialisation", déclare un camarade qui a

grandi dans une cité, c'est que, outre la concurrence victimaire, ce sont toujours des identités défensives qui sont issues de l'extérieur ; on t'assigne à une place, tu t'y mets, tu la défends et tu veux la valoriser. Moi, je refuse de me désigner en tant que victime de l'Histoire. »

La récupération des luttes anticoloniales

On se rappelle que la droite des mouvements tiers-mondistes, les mouvements panafricains, dans les années 50-60, ont toujours utilisé la question des identités pour avancer politiquement, et tenter par là même d'éradiquer les tentatives d'injecter de la lutte des classes ». La récupération par le PIR et ses amis des luttes anticoloniales va dans le même sens, ça devient vraiment une récupération des mémoires. « Leur identification à Fanon ou même aux Black Panthers, c'est du sabotage ! » Ils appauvrissent la question du colonialisme en le réduisant à une question de race et en évacuant le fait que c'est d'abord s'emparer de territoires pour asseoir une domination, de forces de travail et de matières premières... Le racisme n'est en rien un but en soi. C'est un outil utilisé et provoqué à seule fin de, encore une fois, séparer les prolétaires colonisés des prolétaires autochtones.

La montée d'une bourgeoisie

Les fils et filles des deuxième et troisième générations issus de l'immigration postcoloniale ont naturellement suivi le même chemin que les immigrés italiens, espagnols ou portugais avant eux : installés définitivement, ils ont sécrété une petite bourgeoisie entrepreneuriale ou artisanale qui a considéré que, sur la base de leur origine, il y avait des choses à gagner alors que, dans les faits, les traits de leur identité d'origine tendaient à s'estomper. Lorsque l'identité révolutionnaire était forte, il y avait des gens qui affirmaient avec raison leurs origines, leur culture, mais il n'y avait pas ce truc de négocier avec l'Etat. L'identité et la culture sont devenues un business pour gagner sa place.

Il s'est créé différents petits groupes de pression, majoritairement de la petite bourgeoisie, issus de l'immigration qui se sont mis à faire leur beurre autour de cette question de l'identité et du postcolonialisme.

Il y a plein de gens issus de l'histoire coloniale qui ont déjà leur place dans cet Etat, ils sont déjà installés et justifient cette place par le biais de leur histoire familiale, politique, liée à la colonisation.

Il y a quelques années, ces organisations avaient besoin de l'extrême gauche pour exister, car elles étaient combattues par une partie de la gauche ; aujourd'hui, c'est l'inverse : ce sont les milieux révolutionnaires, gauchistes, qui ont besoin de ces officines pour pouvoir exister.

Combattre le racisme... par l'antiracisme ou par la lutte des classes ?

Trouver le créneau qui permet d'attaquer les religions (toutes, et non seulement l'islam) tout en étant solidaires de celles et ceux qui sont discriminés sur des critères religieux nécessite de prendre en compte le fait que les actes et les discours n'ont pas le même sens selon le contexte politico-social dans lequel ils s'inscrivent. Aujourd'hui, si des gens mettent le feu à une mosquée, cela n'a pas le même sens que quand des anarchistes mettaient le feu à des églises au début du XXe siècle. Et ce n'est pas une question de religion différente ! Dans le premier cas, il s'agira très certainement d'un acte raciste que nous devons combattre ; dans le second, d'un geste anticlérical que nous pouvons approuver.

Au moment de l'affaire Dreyfus – qui était un militaire, un bourgeois comme on ne les aime pas, qui pratiquait une religion dans laquelle on prie tous les jours pour n'être pas une femme... –, il fallait pourtant le défendre et, à l'époque, les libertaires qui ne le pensaient pas se sont trompés.

Le terme de « islamophobie » est, de notre point de vue, très mal choisi car nous-mêmes haïssons l'islam au même titre que toutes les religions. La question est d'exprimer ce rejet de la religion sans tomber dans le panneau que nous ont tendu ceux qui veulent que derrière la critique de la religion se cache un rejet global d'une catégorie de la population que l'on affuble ainsi d'une religion malgré elle.

La question de l'islamophobie, du bien contre le mal, a été lancée par Bush. Du côté du bien, une partie de l'islam, celle des monarchies pétrolières (en 1923, le partage du monde a eu lieu en leur faveur) même si elles ont créé Daech. Aujourd'hui, pourquoi est-ce contre l'islam que ça se tourne ? Sans doute parce que, dans une large partie de l'Occident, les musulmans sont plutôt des dominés et parce qu'il est devenu politiquement incorrect de dire « sale Arabe » alors que « sale musulman » est beaucoup plus facile. En France, parmi les diverses variétés de la gauche, tant qu'il s'agissait d'attaques frontales racistes contre les « Arabes », ça ne passait pas, mais dès le moment où ça a été des attaques sur la nature de l'islam et sur le fait que l'islam était incompatible avec la république, c'est passé en masse. C'est venu d'une gauche qui a sombré dans l'exclusion. Les Caroline Fourest, les Valls et Cie, Riposte laïque...

Une camarade considère que cette perméabilité aux théories « racialisées » que nous constatons autour de nous est un des problèmes qui vont nous revenir dans la figure dès qu'on l'aura laissée s'installer.



Ça bouge au Mali

La contestation et de la corruption et de la mainmise de la France sur le pays, qui couvait depuis un moment, a éclaté depuis quelques mois avec des mouvements très importants.

Il y a d'abord eu des scandales de corruption, et notamment en 2014 l'affaire de l'avion du Président, qui aurait détourné de l'argent destiné à l'achat d'armes pour s'offrir un jet. La corruption autour de la délivrance de la carte Nina, carte électorale mais également carte nécessaire pour obtenir des papiers d'identité, avait provoqué l'occupation du consulat du Mali fin 2016.

Ça grogne aussi depuis longtemps contre la France, qui est accusée de collaborer avec les djihadistes. En effet, l'armée française interdit une partie du territoire (la zone autour de Kidal) à l'armée malienne et y contrôle les mouvements de personnes – y compris les officiels maliens, qui doivent avoir l'autorisation de la France pour s'y rendre. (Cette zone, située dans la région nord du Mali, est revendiquée par les Touareg sous le nom d'Azawad.) Par contre, l'armée française a négocié avec le MNLA (mouvement touareg) qui, au départ, s'était allié avec les djihadistes. Rappelons que c'est à Kidal que deux journalistes de RFI ont été assassinés dans des conditions qui restent très suspectes, le 2 novembre 2013.

Il y avait eu ensuite l'affaire des laissez-passer, qui avait entraîné l'occupation de plusieurs consulats du Mali en France : un officiel européen s'était vanté d'avoir enfin pu conclure un accord avec les autorités maliennes pour l'admission d'expulsés avec des laissez-passer. Les autorités maliennes avaient dû démentir officiellement, et même renvoyer dans leur résidence d'origine des expulsés comme preuve à l'appui de leur démenti. Le mécontentement gronde aussi contre l'inertie du gouvernement en ce qui concerne le sort des Maliens en Libye, mais également les conditions d'expulsion d'Algérie, etc.

Les choses ont pris plus d'ampleur avec l'annonce d'un référendum. En effet, le Président a voulu en organiser un le 9 juillet dernier pour modifier la Constitution sur plusieurs points : l'instauration d'un Sénat (il n'en est pas prévu dans la Constitution actuelle) dont un tiers des membres serait nommé par le Président, et surtout la possibilité de prolonger les mandats présidentiels au-delà de deux. Il faut savoir que c'est un acquis de la révolution qui a renversé la dictature de Moussa Traore en 1991. Les autorités prétendent

que ce référendum est une nécessité à la demande de la France, à la suite des accords passés avec les Touareg (la nomination du Sénat garantirait la présence de Touareg dans les institutions). C'est un double déni de démocratie : suppression de garanties démocratiques, et le tout à la suite d'un accord passé sous la tutelle de la France à propos du Nord. De plus, cela signifie organiser un vote sur une partie seulement du territoire malien, puisqu'une partie des régions sont toujours soit sous occupation militaire française, soit sous la menace des rebelles. Le mouvement a réussi à repousser déjà deux fois le référendum, qui est de nouveau suspendu sine die.

Un leader a émergé, Ras Bath (1), qui est surnommé « le guide ». « Ras » parce qu'il se définit d'abord comme rasta, « Bath » pour Bathily, son nom ; il est fils de ministre. Il s'est attiré une grande admiration pour avoir osé dénoncer y compris la corruption de son père. Ses références sont Thomas Sankara, le Che, Mandela, Modibo Keita, Martin Luther King, Malcolm X... Il se définit comme révolutionnaire. Son slogan : « Choquer pour éduquer ». Il dénonce les scandales de corruption, explique la mainmise de la France sur le pays, rejette la collusion d'une partie des imams avec le pouvoir, réclame le retour de la souveraineté malienne sur Kidal, etc. Très populaire d'abord chez les jeunes, notamment instruits, puis chez les immigrés, une foule importante se déplace partout où il va. Il vient de faire une tournée des villes y compris moyennes du Mali (enfin, sauf dans la zone du Nord, bien sûr, quoiqu'il y ait aussi des soutiens). Le tribunal l'avait condamné à un an ferme pendant qu'il faisait une tournée auprès des émigrés en Europe. Il a annoncé qu'il était chez lui au Mali et qu'il reviendrait, ce qu'il a fait le 3 août dernier. Une foule immense l'attendait pour lui faire une haie afin d'empêcher son arrestation entre l'aéroport et le tribunal, soit sur une vingtaine de kilomètres. Et les autorités ont dû renoncer à sa condamnation.

Lors de l'opposition au référendum, une plate-forme (Antè a Bana, ce qui veut dire approximativement « maintenant c'est fini » !) avait réuni l'ensemble des opposants, donc aussi les politiciens, dont beaucoup ont déjà été ministres dans leur vie. Cette plate-forme a essayé de le récupérer sans succès. Par

Août 2016, manifestation de soutien devant le tribunal



contre, il a soutenu la création de collectifs de défense de la République, qui se sont répandus un peu partout. Ces collectifs sont autonomes. Pour lui, plus il y a de collectifs, mieux c'est, et ils doivent s'organiser eux-mêmes. Une seule condition (l'adhésion est gratuite) : être opposé au système, et non pour telle personne ou tel candidat. Ce sont ces collectifs qui sont en train d'organiser sa tournée dans tout le Mali. Bien sûr, certains sont manipulés par le pouvoir, et beaucoup de rumeurs sont répandues.

La situation est très instable. La population est exaspérée, le pouvoir fragile. Nul ne sait comment la France réagira. Exemple d'événement qui en a énervé plus d'un : on se souvient que, dès son élection, Macron s'est rendu au Mali. Il a été directement sur une base militaire française, sans demander aucune autorisation aux autorités maliennes, sans prévenir et sans passer par Bamako ni voir le Président...

Ces éléments sont incomplets, et peuvent vous paraître un peu flous. Mais s'il y a une répression importante avec l'appui militaire de la France, ce qui reste très possible, mieux vaut savoir avant un peu de quoi il s'agit.

S.



Ras Bath

(1) Pour avoir plus d'infos, tapez « Ras Bath » sur YouTube ou Dailymotion, où il tourne énormément, mais c'est beaucoup en bambara, et il a une page Facebook (pas toujours bien actualisée).



Rêveurs et utopistes, Ricardo Flores Magón et l'anarchisme au Mexique

On nous traite à grands cris de rêveurs, d'utopistes (...). Et pourtant, ce qu'on nomme civilisation qu'est-ce sinon l'œuvre d'utopistes et rêveurs. Visionnaires, poètes, rêveurs, utopistes, tant méprisés des gens « sérieux », tant persécutés par des gouvernements « paternalistes », ici pendus, là fusillés, conduits au bûcher, torturés, enfermés, écartelés à toutes les époques et dans chaque pays, ont pourtant été les initiateurs de tout mouvement progressiste, les oracles qui ont désigné aux masses aveugles l'itinéraire lumineux qui mène aux glorieuses cimes.

Ricardo Flores Magón

Lorsqu'au Mexique on demande à quelqu'un s'il a entendu parler de Ricardo Flores Magón (Eloxochitlán, Oaxaca, 16 septembre 1873 - pénitencier de Leavenworth, Kansas, 21 novembre 1922), beaucoup répondent par l'affirmative car un grand nombre de rues, places, établissements scolaires, centres culturels et bibliothèques du pays portent son nom.

Quelques-uns le situent comme précurseur de la révolution mexicaine, ce qui, on va le voir, n'est qu'une demi-vérité, mais peu savent qu'outre le fait d'avoir été un anarchiste convaincu il fut un grand journaliste, un magnifique agitateur et un brillant penseur. Comment est-ce possible ? Parce que, pour paraphraser Walter Benjamin, l'image du passé a une table des matières cachée qu'une authentique historiographie doit révéler explicitement. Au Mexique, les régimes postrévolutionnaires ont réussi à neutraliser le magonisme en l'incorporant à l'histoire officielle après l'avoir écrasé sur le champ de bataille.

Ricardo Flores Magón et ses frères furent, à l'origine, des journalistes de formation libérale qui ont dû affronter la censure et les attaques de la police du dictateur Porfirio Díaz (1876-1911) dans leur tentative de fonder, par voie de presse, une démocratisation du régime. Ils ont commencé par défendre leur droit à la liberté d'expression et ont fini par condamner l'Etat et toute forme de domination. Ils ont petit à petit adhéré à l'anarchisme, à partir duquel ils ont élaboré une interprétation originale combinant lutte clandestine contre la dictature de Díaz, résistance indigène, libéralisme anti-impérialiste et communisme libertaire d'inspiration kropotkinienne.

Leur projet de conjuguer la lutte des communautés indigènes du Centre et du Sud avec la lutte des journaliers du Nord en coordination avec les luttes émancipatrices des ouvriers de l'industrie nord-américaine demeure un des plus audacieux et des plus cohérents de l'histoire du Mexique contemporain.

ORIGINES

Surgi dans la seconde moitié du XIX^e siècle lorsqu'un émigrant grec, disciple de Spinoza, Fourier et Proudhon, Platino Rhodakanaty, arrive sur cette terre pour y fonder des écoles, des journaux et des sociétés de secours mutuel, l'anarchisme mexicain n'a jamais cessé d'exister sous de multiples formes ni de créer des liens fraternels, même s'ils sont souvent souterrains ou clandestins. On sait peu de chose de la vie de Rhodakanaty avant son arrivée au Mexique en 1861. José Valadés et Carlos Illiades rapportent qu'il était d'origine aristocratique, qu'il était né à Athènes vers 1828, mais on ignore la date et le lieu de sa mort car on perd ses traces à partir de 1886. D'après Illades, « ce n'était pas un homme banal. Il a vécu dans cinq pays, parlait sept langues, pratiquait trois ou quatre disciplines, élaborait une médecine universelle, avait embrassé trois religions avant de se déclarer ouvertement panthéiste puis révolutionnaire. Il fut un des plus remarquables théoriciens de la tradition socialiste du Mexique au XIX^e, réalisant un énorme travail politique et écrivant une œuvre aux sujets de ré-

flexion variés : philosophie rationaliste, sociologie, psychologie et théologie, à contre-courant d'une intelligentsia rétive à la métaphysique et hostile au socialisme ».

Rhodakanaty semble avoir adhéré au socialisme dans le contexte des événements de 1848 et après avoir lu le livre de Proudhon Qu'est-ce que la propriété ? Il s'est rendu à Paris pour rencontrer ce dernier. Il n'était pas un utopiste au sens strict, surtout si on entend par là, comme l'affirme perfidement l'historien Gastón García Cantú, « un individu contradictoire et confus ». Il a plutôt combiné l'idée de communauté de Fourier avec la critique de Proudhon contre l'Etat et la propriété.

Au cours de son séjour parisien, Rhodakanaty a vent d'un décret du Président Ignacio Comonfort (1855-1858) qui offre des terres agricoles aux étrangers désireux s'établir en terre mexicaine. Sautant sur l'occasion, il part pour le Mexique, probablement pour y fonder un phalanstère. Il aborde à Veracruz aux derniers jours de février 1861, alors que Comonfort n'est déjà plus Président et qu'une guerre civile ravage le pays. Ce qui ne le décourage nullement : grâce à ses connaissances médicales et philosophiques, il obtient un poste de professeur dans l'une des écoles préparatoires de Mexico, où il transmet un mélange de spinozisme plaqué sur du christianisme social, en opposition au positivisme qui règne en maître. N'en



restant pas là, il crée un cercle d'études, le Club des étudiants socialistes, groupe à l'origine de la première organisation anarchiste du pays : La Social (1865), vivier d'activistes, ce qui tend à prouver qu'outre le fait de posséder un esprit philosophique Rhodokanaty avait quelques talents d'agitateur.

Le moment était propice. Depuis le début du XIX^e siècle, les premières organisations ouvrières étaient apparues – comme la Société particulière de secours mutuel, fondée à Mexico le 5 juin 1853 par des ouvriers chapeliers, et qui, loin de s'inspirer de doctrines utopistes, dérivait d'un socialisme que Carlos Rama définit comme « expérimental », critique de l'industrialisation forcée en Europe et favorable à la restauration d'un mode de vie communautaire.

Un autre Européen, Victor Considérant, disciple de Fourier, fonde un éphémère phalanstère au Texas, (1855-1857) et, dans deux lettres de 1865, reproche durement aux libéraux de ne pas avoir supprimé cette « bestialité » qu'est le péonage (1). Outre le fait que le destinataire de ces missives n'est autre que le particulièrement détesté François Achille Bazaine, maréchal commandant les troupes d'occupation françaises au Mexique, ces lettres de Considérant manifestent une conscience aiguë de la question sociale. Par ailleurs, les idées de Proudhon avaient été introduites par le libéral Melchor Ocampo, qui avait traduit quelques passages de Philosophie de la misère.

Rhodokanaty publie *La Cartilla socialista* (1861), premier journal mexicain se réclamant ouvertement de la doctrine socialiste. Cette publication se fixe comme objectif à long terme l'association universelle des individus et des peuples pour l'accomplissement des destinées terrestres de l'humanité. Peu après, à Chalco, Etat de Mexico, il fonde l'école du Rayo y de Socialismo, promouvant là-bas un mouvement de récupération des terres. Plus tard, il se rallie aux thèses de Bakounine quant à la guerre sociale : « Cosmopolites par nature, nous sommes citoyens de tous les pays et contemporains de toutes les époques. Les actions les plus belles et héroïques de tous les humains nous appartiennent. C'est là que surgit l'idée de régénération, là que surgissent les plus grands problèmes de la démocratie, là que bouillonne et s'établit la liberté en tout et pour tous, là que nous nous retrouvons immédiatement, la reconnaissant comme notre patrie d'adoption. »

Un de ses disciples, Julio Chávez López, devint un remarquable leader agrariste avant d'être fusillé en 1869 par le Président Benito Juárez, action que les admirateurs du Bien méritant devraient garder en mémoire. D'autres, tels Francisco Zalacosta, Santiago Villanueva et Hermenegildo Villavicencio,



ont joué un grand rôle dans la création de sociétés de secours mutuels et dans l'organisation de masses urbaines ou rurales. De plus, ils ont établi des relations avec la Fédération régionale espagnole et la Fédération jurassienne, c'est-à-dire les branches libertaires de l'Association internationale des travailleurs. D'autres encore, Ignacio Fernández Galindo et Luisa Quevedo, vont se joindre à la rébellion maya de San Juan Chamula (1868-1870), qu'on peut considérer comme une révolte annonçant le mouvement zapatiste actuel.

Ce premier cycle de luttes va s'étendre sur une quinzaine d'années, débouchant sur les premières grèves victorieuses de la ville de Mexico, telle celle de l'usine textile Fama Montañesa, en juillet 1868, qui revendique de meilleures conditions de travail et la création de coopératives. Néanmoins, sur le long terme, le mouvement s'esouffle et dégénère vers la fin des années 1870, particulièrement à partir de l'installation du régime de Porfirio Díaz (1876-1911). Pourtant, dans l'ultime décennie du XIX^e siècle, des noyaux de sédition surgissent, principalement animés par des immigrés nord-américains ou espagnols organisés en sociétés secrètes. Vu leur caractère clandestin, ces initiatives ont laissé peu de traces dans l'histoire du pays, mais elles ont maintenu vivaces les espoirs libertaires.

REGENERACIÓN

Le 7 août 1900 paraît, à Mexico, le premier numéro de *Regeneración*, hebdomadaire qui sera publié successivement dans cette capitale (de 1900 à 1901) et aux Etats-Unis (San Antonio, Texas, 1904-1905, Saint Louis, Missouri, 1905-1906, Los Angeles, Californie, 1910-1918) et jouera un rôle majeur dans la chute de la dictature de Porfirio Díaz.

Organe du Parti libéral mexicain (PLM) à partir de 1905, *Regeneración* est le principal instrument du mouvement politique et social connu comme « magonisme ». Par des articles, poésies, contes et même œuvres théâtrales, ses rédacteurs diffusent leurs idéaux, sans

jamais plier malgré des conditions toujours plus hostiles.

Dans sa première étape, la revue est dirigée collectivement par Jesús Flores Magón (1872-1930) et Ricardo, épaulés par le plus jeune des trois frères, Enrique (1877-1954). Fils de libéraux juaristes (2), féroces ennemis de Porfirio Díaz, tous trois étaient nés à San Antonio Eloxochitlán, village indigène de l'Etat d'Oaxaca dans lequel les usages et valeurs communautaires perduraient.

La famille émigre assez vite à Mexico où Jesús, Ricardo et Enrique reçoivent une bonne éducation et rejoignent l'opposition, à partir des révoltes étudiantes de 1892 contre une des multiples réélections de Porfirio Díaz. L'année suivante, ils fondent *El Demócrata* qui aura une brève existence : au quatrième numéro, Jesús est arrêté et Ricardo doit fuir en province, alors qu'Enrique est laissé en liberté du fait de son jeune âge. Le coup est si dur que les frères Flores Magón ne vont renouer avec leur vocation de journalistes que sept ans plus tard, avec *Regeneración*.

Dans un premier temps, la revue ne se définit pas encore comme anarchiste, mais Ricardo connaît déjà les œuvres de Kropotkine, Malatesta, Tolstoï et Vargas Vila.

Le 30 août 1900, à San Luis Potosí, Juan Sarabia, Camilo Arriaga, Antonio Díaz Soto y Gama et Librado Rivera publient un manifeste dénonçant la renaissance du clergé et l'abandon des principes de la Constitution de 1857. Le 5 février suivant, ils organisent le premier congrès du PLM, au cours duquel Ricardo, orateur accompli, prononce un discours incendiaire contre le régime. A la suite de cet acte, de nombreux clubs libéraux sont fondés, et *Regeneración* devient le journal d'opposition le plus populaire du pays. Ses traits ne sont pas seulement dirigés contre la personne du tyran mais aussi contre la corruption, la politique des « scientifiques (3) », la mainmise des investissements étrangers et le terrible sort réservé aux ouvriers et paysans mexicains.

Le 21 mai, Jesús et Ricardo sont détenus et passent presque une année à la prison de Belén, de sinistre réputa-

(1) Système qui fait du paysan sans terre, le peón, un serf attaché à une propriété. Cela passe par la dette, transmise en héritage et qui maintient une partie de la paysannerie en semi-esclavage à la merci des gros propriétaires.

(2) Partisans de Benito Juárez, tant dans la guerre civile contre le parti conservateur que contre l'invasion française qui impose l'empereur Maximilien.

(3) Ministres et conseillers responsables de la mise en coupe réglée du Mexique sous le règne de Díaz, au prétexte d'une rationalisation économique et d'une marche vers le progrès.

notre mémoire



tion. *Regeneración* cesse de paraître en octobre mais, dès sa libération, Ricardo prend en main *El Hijo del Ahuizote*, journal satirique qui compte dans ses rangs le fabuleux graveur José Guadalupe Posadas. En butte à la censure et à une persécution implacable, les magonistes entament un processus de radicalisation qui les conduira à une douloureuse rupture avec le secteur modéré du PLM (et en premier lieu avec Jesús, qui passe assez vite au courant dirigé par Francisco I. Madero) ainsi qu'à l'élaboration d'une pensée originale, synthèse, comme nous l'avons déjà écrit, de trois traditions : le libéralisme anticolonialiste, l'anarchisme et la lutte des peuples indigènes.

En 1904, après une autre période de réclusion, Ricardo et ses camarades se réfugient aux Etats-Unis. Ils agissent désormais à partir de ce pays sur des principes de conspiration. A San Antonio, Texas, ils republient *Regeneración* qu'ils envoient clandestinement par milliers d'exemplaires au Mexique, en usant de multiples stratagèmes. Práxedes Guerrero (1882-1910), infatigable activiste, admirateur de l'école rationaliste de Francisco Ferrer y Guardia et éditeur, à San Francisco, de la revue anarchiste *Alba Roja*, les rejoint là-bas. Issu d'une famille aisée de Guanajuato, Práxedes avait renoncé à une vie confortable pour émigrer aux Etats-Unis et s'y faire engager comme mineur de fond.

En même temps, les sbires de Díaz persistent à poursuivre les magonistes avec la bénédiction des autorités nord-américaines et la complicité de la sinistre agence de détectives privés Pinkerton. En 1905, réclamant une révolution non seulement politique mais aussi économique et sociale, ils créent à Saint Louis le Comité d'organisation du Parti libéral mexicain. Parallèlement, ils se revendiquent anarchistes et maintiennent des liens étroits avec Florencio Bazona, Voltairine de Cleyre, Emma Goldman et Alexandre Berkman. Mais pourquoi existent-ils à se dénommer libéraux ? « Tout se réduit à une simple question tactique, écrit Ricardo à Práxedes Guerrero. Si nous nous étions appelés anarchistes dès l'origine, personne, à

part une poignée de gens, ne nous aurait prêté attention. »

En 1906, le PLM publie un programme imprimé à 750 000 exemplaires qui exhorte ouvriers et paysans à unir leurs forces pour mettre à bas le régime porfiriste. Parmi les 52 points développés, on remarque l'abolition du recrutement forcé et des chefs politiques locaux, l'égalité de droits pour les femmes, une ébauche de législation du travail (journée de huit heures, interdiction du travail des enfants, création d'un salaire minimum, etc.), l'établissement de l'éducation laïque, obligatoire et gratuite, la réforme agraire et la restitution des terres aux communautés indigènes. En janvier 1906, les militants du PLM montent la société secrète Union libérale humanité dans une mine de cuivre de Cananea (Sonora), propriété d'une compagnie nord-américaine, la Cananea Consolidated Copper company.

Le 1^{er} juin, quelque 2 000 travailleurs manifestent pour exiger un salaire juste, équivalent à celui de leurs camarades nord-américains, ce qui débouche sur une bataille rangée entre ouvriers issus des deux nations. Le 2 juin, des rangers d'Arizona pénètrent en territoire mexicain pour attaquer tout gréviste leur opposant une résistance. Le 3 juin, le gouvernement déclare la loi martiale et le mouvement est écrasé, laissant sur le carreau 23 morts et des dizaines de blessés ou de détenus. Malgré cette défaite, la collaboration entre la dictature et les intérêts nord-américains est mise en évidence, ce qui va saper les fondements du régime. Des foyers d'agitation se succèdent à Rio Blanco (Veracruz) en 1907 et à Palomas (Coahuila) en 1908.

En juin 1907, le PLM transfère son siège à Los Angeles, où il entame une féconde collaboration avec le syndicat libertaire Industrial Workers of the World (IWW). Arrêtés au mois d'août, Ricardo et Librado vont devoir vivre trois longues années de plus dans une prison extrêmement dure. Sans se décourager, Enrique, Práxedes et les autres militants publient un hebdomadaire, *Revolución* (1907-1908), diffusant la propagande magoniste au Mexique et aux Etats-Unis. A la fin de la décennie, les magonistes ont d'intenses relations avec les indigènes yaquis, mayos et tarahumaras. Plusieurs de leurs écrits se réfèrent directement à la lutte des communautés indigènes.

Ricardo est remis en liberté le 3 août 1910, à la veille de la révolution. Le 3 septembre, *Regeneración* reparait augmenté d'une section en anglais et d'une autre en italien. Il est tiré à 27 000 exemplaires. Outre les constantes dénonciations des conditions politiques et sociales régnant au Mexique et une chronique ponctuelle du processus révolutionnaire, *Regeneración* décrit la situation lamentable des travailleurs mexicains aux Etats-Unis, devenant ainsi un précurseur du mouve-

ment chicano moderne. A cette époque, *La Protesta* à Buenos Aires et *L'Anarchie* de Paris, entre autres publications libertaires, reliait la presse magoniste.

Le PLM recrute ses militants essentiellement par trois procédés : par voie de presse, par la création de clubs et/ou sociétés culturelles et par contact direct. Il n'est pas un parti politique au sens traditionnel, comme l'est, par exemple, le Parti bolchevique en Russie, mais un réseau au sein duquel chaque groupe est autonome à partir d'un credo commun dont l'axe est l'insurrection armée contre la dictature. Grâce à *Regeneración*, qui sort par intermittence entre 1900 et 1918, la parole révolutionnaire pénètre au Mexique non seulement par voie de pamphlets politiques mais au travers de contes, de poèmes et de pièces de théâtre qui préfigurent ainsi le filon de l'agit-prop, si utilisée, ces dernières années, par le sous-commandant Marcos.

La figure centrale du PLM est le « délégué » (auquel Ricardo rend hommage dans son conte *L'Apôtre*) qui, en lisant à haute voix *Regeneración* ou d'autres publications radicales, mène un travail éducatif et socialise les idées dans des espaces informels comme le foyer, la cantina (4) ou la sotolería (5). Les centaines de clubs libéraux implantés dans tout le pays fomentent des grèves et organisent des rébellions qui contribueront à la chute du régime, poussant la lutte sociale bien au-delà d'un simple changement de gouvernement.

DANS LA TEMPÊTE

La révolution en armes se déclenche le 20 novembre 1910. La veille, Ricardo avait écrit : « La révolution va éclater d'un moment à l'autre. Nous qui, depuis tant d'années, avons guetté tous les événements de la vie sociale et politique mexicaine ne pouvons nous y tromper. Les symptômes du formidable cataclysme à venir ne peuvent être objets de doute (...). Il faut faire en sorte que ce mouvement causé par le désespoir ne soit pas un mouvement aveugle. (...) Aucun gouvernement, aussi honnête qu'on puisse l'imaginer, ne pourra décréter l'abolition de la misère. C'est le peuple lui-même, les crève-la-faim, les déshérités, qui doivent abolir la misère en prenant possession, pour commencer, de la terre qui, par droit naturel, ne peut être accaparée par quelques-uns mais est propriété de tout être humain. (...) Et maintenant, au combat ! »

Ce n'étaient pas là des paroles en l'air. Au même moment, *Regeneración* atteint un tirage de 30 000 exemplaires qui circulent clandestinement sur l'ensemble du Mexique, ce qui représente un nombre probablement quatre fois plus élevé de lecteurs. Les membres du PLM mènent des actions armées dans tous les Etats du Nord ainsi qu'à Oaxaca, au Yucatan, au Jalisco, à Tlaxcala, Veracruz et

(4) Bistrot mexicain.

(5) Assommoir populaire où l'on boit du jus de cactus fermenté pulque ou sotol.

Tabasco. C'est le début de la brève et héroïque épopée qu'on appellera l'« autre révolution » pour mieux la différencier de celle impulsée par Francisco I. Madero.

Contrairement à ce qui a été écrit ici et là, même par des auteurs libertaires comme Benjamín Cano Ruiz, les magonistes ne sont pas les précurseurs de la révolution mexicaine mais les protagonistes d'une révolution autre, voire ennemie du maderisme, ce qui, entre autres choses, explique leur absence criante des commémorations officielles. Si le magonisme a recherché des alliances, il a toujours conservé sa propre personnalité sans se laisser absorber par aucune autre tendance. Cohérent avec ses postulats anarchistes, il renonce au militarisme et à la lutte pour le pouvoir. Il n'y a pas eu d'armée « magoniste » : le sujet de la révolution devait être le peuple lui-même, pas un dirigeant politique ou un général. Il ne s'agissait déjà plus de prendre le pouvoir mais de le détruire purement et simplement.

Le 30 décembre 1910, Práxedes G. Guerrero (1882-1910), secrétaire de la junta organisatrice du PLM, une de ses voix les plus pures, tombe à Janos, Chiuhua. « Trente libertaires ont fait mordre la poussière et subir une cruelle déroute à des centaines de sbires de la dictature porfiriste. Mais c'est aussi là qu'a perdu la vie le plus sincère, le plus empli d'abnégation, le plus intelligent des membres du Parti libéral mexicain », note Ricardo dans un douloureux hommage posthume. Lorsque, quatre années auparavant, il s'était joint aux forces magonistes, Prax, comme le surnommaient affectueusement ses camarades, était déjà familier des théories de Bakounine, Kropotkine, Reclus et Tolstoï, et de la pédagogie rationaliste de Francisco Ferrer. Comme Ricardo, c'était un poète et écrivain de talent : « Les sentez-vous ? Ce sont les vibrations du divin marteau qui frappe du fond de l'abîme. C'est la vie qui jaillit de la noire

pyramide, faisant trembler le repaire de la mort où règnent de sinistres vampires. C'est l'élan de la révolution qui avance », peut-on lire dans un de ses poèmes, qui ont ému et émeuvent encore des générations d'insoumis. Son texte le plus connu, cosigné avec Enrique Flores Magón à San Antonio, en 1909, affirme que « la révolution mexicaine n'est pas un phénomène purement politique. C'est une affaire sociale qui nous concerne directement », et il conclut par la devise acrate « Pour l'émancipation de l'humanité ».

J'ai déjà signalé que les magonistes avaient des relations fraternelles avec les peuples indigènes, en particulier, sans que ce soit exclusif, avec les Yaquis et les Tarahumaras.

Hilario C. Salas, originaire du village mixtèque de Santiago Chazumba (Oaxaca), prêche la rébellion aux habitants de la sierra de Soteapan, à Veracruz, dans leur propre langue, le popoluca. Au Yucatan, des groupes affiliés au PLM mènent la guerre en terre maya, chez les héritiers des cruzobs (6) entrés en révolte depuis la moitié du XIX^e siècle. Abelardo Beave parcourt les montagnes d'Oaxaca en préparant les Indiens à la révolution qui arrive.

Le 29 janvier 1911, des guérilleros du PLM, menés par José María Leyva et Simon Berthold, renforcés par des wobblies (militants du syndicat IWW), s'emparent de la ville de Mexicali (basse Californie), y déclarant aussitôt leur intention d'y construire une république socialiste dans laquelle hommes et femmes profiteront du fruit de leur travail. « Le drapeau rouge flotte victorieusement sur Mexicali, arborant la devise Terre et liberté, sainte aspiration des libertaires mexicains », écrit Ricardo.

Le 15 février, un contingent d'approximativement 500 combattants du PLM, dont une centaine de Nord-Américains, met en déroute les troupes fédérales. Au cœur de cette épopée, on retrouve les légendaires wobblies Joe

Hill et Frank Little, Fernando Palomarez, indigène mayo du Sinaloa infatigable organisateur et vétéran de la grève de Cananea, l'indigène canadien et wobbly William Stanley, ou Margarita Ortega, femme exceptionnelle, à la fois apôtre, combattante et infirmière. Cet épisode est l'un des plus intéressants, des moins connus et des plus calomniés de la révolution mexicaine, car la présence de combattants internationaux va être passée à l'Histoire comme une « flibusterie ».

« Nous participons à la bataille mondiale pour l'émancipation humaine », écrit Ricardo à Emma Goldman. « Notre cause est la vôtre. Je suis du côté de la vraie révolution mexicaine, celle qui a pour but la terre et la liberté », répond celle-ci. « Tous au Mexique ! » écrit de son côté le légendaire activiste et poète wobbly Joe Hill. La lutte du PLM provoque de la sympathie non seulement aux Etats-Unis mais aussi en Amérique latine et en Europe. En Espagne, les publications anarchistes *La Revista blanca* et *Tierra y libertad* suivent la révolution mexicaine et le mouvement magoniste, à l'instar de *La Protesta* à Buenos Aires ou *Tierra* à Cuba. Il est vrai que *Les Temps nouveaux* (Paris) et *Cronaca sovversiva* (Massachusetts) mettent en doute l'honorabilité des libertaires mexicains et émettent des réserves quant à la nature sociale de la révolution, mais le malaise sera vite dissipé grâce à l'intervention de Kropotkine.

Autrement plus nombreux sont les révolutionnaires enthousiasmés par la révolte que propagent les magonistes. Citons, en plus d'Emma Goldman : son compagnon Alexandre Berkman ; John Kenneth Turner, auteur de *Mexico barbare*, un des livres les plus explosifs et efficaces jamais écrits contre une dictature ; l'Irlandais John Creaghe, éditeur et fondateur du journal anarchiste *La Protesta* de Buenos Aires, qui accourut à Los Angeles déjà septuagénaire ; le Péruvien Juan N. Montero, agent de liaison du PLM avec les Yaquis de Sonora, et la grande poète et propagandiste nord-américaine Voltairine de Cleyre.

Regeneración a une page en anglais, dirigée par le Britannique William C. Owen, journaliste expérimenté et traducteur de Kropotkine, ainsi qu'un supplément en italien sous la responsabilité de Michele Caminita, alias « Ludovico », ancien collaborateur de *La Question sociale* (Patterson, New Jersey).

L'anarchiste espagnol Diego Abad de Santillán écrira : « Le nom de Flores Magón nous est devenu familier au moins à partir de 1910 par la presse ouvrière et libertaire d'Europe et d'Amérique, et je me souviens à quel point, dans les groupes ouvriers progressistes, s'organisaient des collectes pour contribuer à ce gigantesque combat en y ap-

(6) Nom des insurgés millénaristes mayas de la péninsule du Yucatan, adorateurs de « la croix qui parle ». La « guerre des castes » fut une révolte maya généralisée qui dura de 1847 à 1908 en s'étendant aux Etats de Campeche, Yucatan et Quintana Roo.



notre mémoire

portant sa modeste obole. » En fait, les relations entre les magonistes et l'anarchisme ibérique remontent à 1905. Lorsque le groupe arrive à Saint Louis, Missouri, il entre en contact avec Florencio Basora, exilé catalan et membre fondateur des IWW. Parmi les correspondants espagnols, on distingue également Pere Esteve, ancien compagnon d'Anselmo Lorenzo, et Jaime Vidal, qui avait travaillé avec Francisco Ferrer à l'école moderne de Barcelone.

La projection internationale du magonisme est évidente ne serait-ce que par les nombreux articles de *Regeneración* reproduits dans la presse libertaire de plusieurs pays. Leur rédaction est assurée par des femmes intrépides comme María Talavera Brousse, Ethel Duffy Turner ou Elisabeth Trowbridge, qui participent parallèlement à de dangereuses tâches clandestines dans des conditions d'égalité absolue avec les hommes. Un aspect essentiel de la pratique collective du groupe est la prise de conscience de la problématique du genre et sa tentative de dépasser le machisme propre à la culture mexicaine.

Une autre question centrale est la manière d'entendre la violence et la justice, fort éloignée de la conception léniniste qui a tant de succès en Europe. « Nous allons à la lutte violente sans en faire un idéal, sans rêver à l'exécution de tyrans comme une suprême victoire de la justice. Notre violence n'est pas la justice, elle n'est que la nécessité qui concrétise ce sentiment d'idéalisme insuffisant pour affirmer la conquête du progrès par la vie des peuples », écrit Práxedes. Dans ce même texte, on trouve un écho au *Discours sur la servitude volontaire* d'Etienne de La Boétie : « Existe-t-il un peuple dominé par un tyran qui ne lui ait pas fourni une part de son pouvoir ? Un malfaiteur de droit commun peut commettre ses méfaits sans la complicité de ses victimes, mais un despote ne peut vivre de sa tyrannie sans la coopération de la masse ou

d'une bonne partie de celle-ci. La tyrannie est le crime des collectivités inconscientes contre elles-mêmes, et on doit l'attaquer comme une maladie sociale par la Révolution en considérant la mort des tyrans comme un incident inévitable de la lutte. Rien de plus qu'un incident, en aucun cas un acte de justice. »

En avril 1911, le PLM appelle à se battre contre « le capital, l'autorité et le clergé » sous le slogan de « Terre et liberté », qu'il a repris des anarchistes espagnols. Le 25 avril, les maderistes signent avec les représentants du gouvernement fédéral les traités de Ciudad Juárez qui stipulent la démission du dictateur et un cessez-le-feu. Un des articles désigne León de la Barra, une des personnalités les plus impopulaires de l'ancien régime, comme Président provisoire en attendant la convocation de nouvelles élections. Les libéraux qui avaient déjà rompu avec Madero l'accusent désormais de trahison : « Le Parti libéral mexicain ne travaille pas à amener qui que ce soit à la présidence de la République. C'est au peuple de nommer ses maîtres s'il en a envie. Le PLM travaille à conquérir la liberté pour le peuple, considérant que la liberté économique est la base de toute liberté. »

Le 26 juin, les troupes fédérales écrasent les insurgés de basse Californie avec la complicité de Madero. Le 14, Ricardo, Enrique, Librado Rivera et Anselmo L. Figueroa avaient été arrêtés à Los Angeles sous l'accusation de violer les lois de neutralité des Etats-Unis. Le 23 septembre, tous quatre réitèrent leur position anarcho-communiste du fond de la prison : « Il faut donc choisir : ou un nouveau gouvernant, c'est-à-dire un nouveau joug, ou l'expropriation salvatrice et l'abolition de toute imposition religieuse, politique et de tout ordre. » Ils vont passer les trois années suivantes derrière les barreaux.

LE CHAMP ET LA VILLE

Avec Práxedes tué et le noyau dirigeant en prison, la révolution libertaire est décapitée. Pourtant, un nouveau foyer surgit dans la ville de Mexico. En 1912, le Grupo Luz, éditeur de la revue éponyme, chez qui on trouve, entre autres, Jacinto Huitrón et les internationaux Eloy Armenta (Espagnol) et Juan Francisco Moncaleano (Colombien), fonde une école rationaliste inspirée de la pédagogie anarcho. Ce groupe est à l'origine de la Casa del Obrero, centrale née avec l'objectif de lutter contre l'exploitation des travailleurs et pour la socialisation des moyens de production selon les principes anarcho-syndicalistes. Les débuts sont prometteurs.

Le 1^{er} mai 1913, en pleine dictature de Victoriano Huerta, la Casa organise une manifestation offensive pour exiger la journée de huit heures et commémorer les martyrs de Chicago, une première au Mexique. Elle adopte alors le nom de Casa del Obrero Mundial (COM), en hommage à la solidarité internationale. Les mois suivants, quelques-uns de ses membres, comme l'anarchiste français Octave Jahn et le magoniste Antonio Díaz Soto y Gama, se déplacent au Morelos pour rejoindre l'armée d'Emiliano Zapata. Malheureusement, c'est aussi au début de 1915 que s'accomplit la rupture entre les deux groupes révolutionnaires : une partie de la COM opte pour s'allier aux forces constitutionnalistes de Venustiano Carranza, contre la volonté de la majorité. En échange de garanties qui se révéleront finalement mensongères, 67 dirigeants signent un pacte ouvertement contre-révolutionnaire et forment les « bataillons rouges » destinés à combattre les armées paysannes de Pancho Villa et Zapata. Cette alliance sera très brève, les constitutionnalistes se chargeant de la rompre, mais elle implique la trahison des principes révolutionnaires et constitue le lamentable précédent d'un syndicalisme régi par le nationalisme et mis sous la tutelle de l'Etat.

Cette même année circule le texte du géographe anarchiste Elysée Reclus *A mon frère paysan*, qui fut très certainement fort apprécié des révolutionnaires du Morelos. Et, de fait, l'utopie s'était déplacée vers le sud. Il est vrai que Zapata ne s'est jamais déclaré anarchiste, mais le mouvement qu'il emmène a de forts points communs avec les idéaux libertaires, et le combat zapatiste peut être considéré comme un prolongement du combat magoniste dans d'autres conditions géographiques. Ces paysans qui, soi-disant, « ne veulent pas changer et firent une révolution pour cette raison (7) » n'aspirent aucunement à la prise de pouvoir politique mais à la conquête de l'autonomie au bénéfice des communautés paysannes.

(7) Citation extraite de la biographie d'Emiliano Zapata par John Womack.

Un train réquisitionné par les insurgés



Ils ne réclament pas, non plus, la nationalisation de la terre, mais sa distribution selon le modèle communal ou en petites propriétés. Ce qui signifie qu'ils ne mènent rien d'autre qu'une révolution sociale.

En 1915, alors que les projecteurs de la politique nationale sont braqués sur les campagnes militaires d'Obregón contre Villa, ils démantèlent les haciendas, redistribuent les terres, promulguent des lois du travail, et adoptent un programme d'éducation et de santé publique. Un aspect fondamental de leur mouvement est la subordination des autorités militaires aux autorités civiles, élus librement au sein d'assemblées autonomes. On peut lire dans une de leurs proclamations : « La force, comme le droit, réside essentiellement dans la collectivité sociale. En conséquence, le peuple en armes remplace toute armée permanente. »

De passage sur les terres zapatistes, Antonio de P. Araujo, membre du PLM, ne peut que constater qu'elles « se retrouvent aux mains des anciens péons qui les travaillent librement. Je ne vois nulle part les visages angoissés des travailleurs journaliers mais l'air satisfait d'hommes et de femmes qui n'ont plus de maîtres. Comme la police a disparu, l'ordre règne ».

A l'instar de l'Ukraine paysanne de Nestor Makhno (1918-1920), comme les collectifs agraires de Catalogne et d'Aragon (1936-1937), la Commune de Morelos est une énorme expérience sociale dans laquelle « crève-la-faim et déshérités » ont prouvé qu'ils pouvaient prendre en main la vie publique sans l'intervention de l'Etat ni l'introgression de politiciens professionnels. Comme celle du PLM, la lutte des zapatistes attire la solidarité de militants internationaux, qui accourent au Morelos d'Espagne, de Cuba, des Etats-Unis ou d'autres coins du monde.

Les zapatistes ont triomphé, mais en fin de compte leur destinée s'est jouée loin du Morelos, dans les grandes plaines centrales où les victoires retentissantes d'Obregón sur les armées de Pancho Villa changent le cours de la révolution. En 1916, solidement installé à Mexico, Carranza ordonne une offensive militaire contre les zapatistes. Une fois encore, les paysans opposent une résistance acharnée sans que fléchisse leur révolution. En 1917, Zapata promulgue un « décret général administratif » qui renforce la démocratie directe mais, privé du soutien des villistes, c'est presque l'ensemble de la population du Morelos qui tombe sous la coupe des constitutionnalistes. Militairement invincible, Zapata est attiré dans une embuscade et assassiné traîtreusement le 10 avril 1919 dans l'hacienda de Chinameca, celle dont il s'était enfui sept années auparavant. Il n'avait pas atteint sa quarantième année.

Pendant ce temps, les magonistes poursuivent leur œuvre au nord du Rio Bravo. Vers 1918, Librado Rivera, Ricardo et Enrique Flores Magón, leurs familles et un petit groupe de sympathisants nord-américains fondent une communauté à Edendale, Californie. Ils y mettent en pratique quelques-uns de leurs idéaux anarchistes : « Ce fut une période de travail ardu mais aussi de paix et d'harmonie », note Salvador Hernández Padilla.

Même grièvement blessé et diminué, le PLM ne s'est jamais dissous. Le dernier numéro de *Regeneración*, le 262 de la quatrième série, sort le 16 mars 1918. Il contient un manifeste adressé aux anarchistes du monde entier et aux travailleurs en général, appelant à « l'insurrection de tous les peuples contre les conditions existantes », et conclut : « Afin d'éviter qu'une rébellion inconsciente n'aille pas forger de nouvelles chaînes avec ses propres bras pour aller reproduire l'esclavage du peuple, il est nécessaire que nous, qui ne croyons en aucun gouvernement, qui sommes convaincus que quelle que soit sa forme et qui que ce soit à sa tête, il n'est que tyrannie car c'est une institution créée non pour protéger le faible mais pour renforcer le fort, soyons à la hauteur des circonstances et sans peur allons propager notre idéal anarchiste sacré, le seul humain, le seul juste, le seul authentique. »

Il adresse également un salut à la révolution russe, confirmant ainsi la vocation internationaliste de ses auteurs. Il faut toutefois préciser que la révolution libertaire pour laquelle ils luttent n'a pas grand-chose en commun avec celle qui triomphe à Moscou cette année-là. En 1920, Ricardo accuse les bolcheviks d'avoir assassiné la révolution et mis en place une nouvelle dictature. Dans une lettre à Elen White (pseudonyme de Lily Sarnoff), correspondante nord-américaine, il écrit ces mots prophétiques : « Cette question russe me préoccupe beaucoup. Je crains que les masses russes, après avoir attendu en vain la liberté et le bien-être qui leur avaient été promis par la dictature de Lénine et Trotsky, n'aillent retourner au capitalisme. » Dans une autre lettre, il précise : « La tyrannie engendre la tyrannie. La prétendue transition nécessaire entre tyrannie et liberté a démontré qu'elle n'était en réalité qu'une transition entre une révolution avortée et la normalité. »

Le 21 mars, Ricardo et Librado sont emprisonnés et condamnés à quinze et vingt ans de prison pour sabotage de l'effort de guerre des Etats-Unis, entrés dans la Première Guerre mondiale. Dans un premier temps, ils sont emprisonnés à l'île McNeil, dans l'Etat de Washington. Puis Ricardo, affaibli par la maladie, est transféré à la prison de

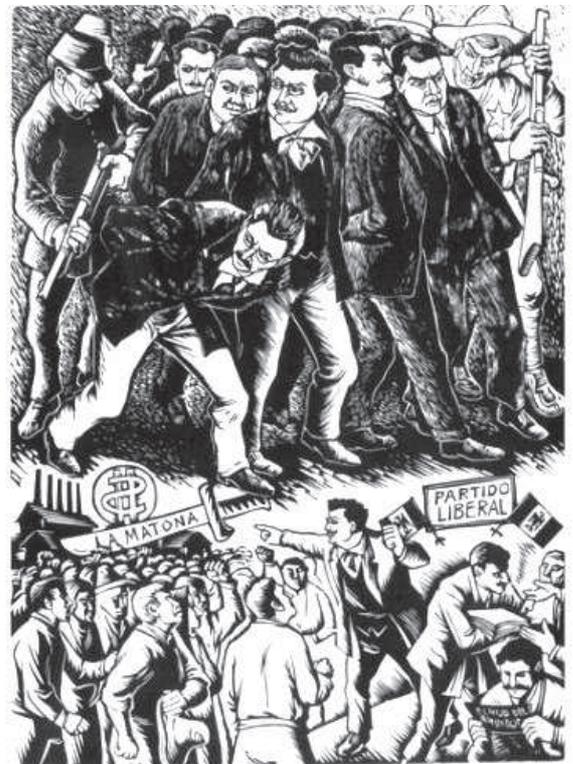
Leavenworth, Kansas, où il est assassiné le 21 novembre 1922, à la veille d'une remise en liberté. Le rapport officiel indique qu'il est décédé à la suite d'une attaque cardiaque, mais son cadavre présente des signes évidents de violences. En représailles, un autre prisonnier, José Martínez, tue le chef des gardiens, tombant lui aussi victime de son action.

Sa mort marque la défaite des anarchistes parallèlement à celle des zapatistes ou d'autres courants radicaux issus de la révolution mexicaine. Néanmoins, les idées ne meurent pas et, en 1921, surgit la Confédération générale du travail, qui reprend à son compte les principes généraux de la COM et de l'anarcho-syndicalisme européen. Elle va animer les principales luttes de l'étape postrévolutionnaire, causant quelques soucis aux gouvernements des généraux Obregón et Calles.

« Je suis un rêveur. Je rêve de beauté et j'aime à partager mes rêves avec mes congénères. Tel est mon crime », écrit Ricardo depuis sa prison peu de temps avant de mourir.

Ce rêve est toujours vivant dans le cœur des hommes et des femmes luttant pour un Mexique meilleur.

Claudio Albertani



Au centre, Ricardo Flores Magón.
Alberto Beltrán, *Persécution du Parti libéral par le régime de Díaz*. Extrait de l'album collectif *450 años de lucha*.
Homenaje al pueblo mexicano, Mexico, 1960



L'écologie, élément fédérateur de la contestation vietnamienne ?

Le Viêt Nam connaît depuis plusieurs mois une série de procès anticorruption au terme desquels un certain nombre de responsables se voient condamnés à de sérieuses peines de prison, voire à la peine de mort.

C hau Thi Thu Nga, membre de l'Assemblée nationale, a été condamnée à la peine capitale le 16 octobre dernier, pour avoir organisé une fraude immobilière d'un montant de 16 millions de dollars. Fin septembre, ç'a été le tour de l'ancien directeur de la banque privée Ocean Bank, Ha Van Tham, pour des pertes frauduleuses de 60 millions d'euros.

Pour certains observateurs, la multiplicité de ces procès pour corruption aurait aussi pour toile de fond une lutte politique. Il s'agirait, pour la nouvelle équipe mise en place l'an passé, au 12e congrès du Parti communiste, de se débarrasser des partisans de l'ancien « hyper »-Premier ministre Nguyễn Tân Dung. Celui-ci, ancien gouverneur de la Banque centrale et deux fois Premier ministre (de 2006 à 2016), avait échoué à se faire élire à la place du secrétaire général du PCV, Nguyễn Phú Trọng, en poste depuis 2011. Cet échec l'a conduit à abandonner ses fonctions, mais ses multiples soutiens et réseaux perdurent y compris dans la diaspora aux Etats-Unis, d'où est originaire son riche et puissant gendre. Un détail à ne pas sous-estimer tant les solidarités familiales sont d'une importance primordiale.

(1) Sur ces émeutes de 2014, lire : « La situation sociale vietnamienne : une lutte des classes qui ne poserait pas la question du pouvoir ? » - <http://indomemoires.hypotheses.org/15104>

(2) Vo Nguyễn Giap, général vietnamien vainqueur de Dien Bien Phu en 1954. Bien qu'il ait souvent été en désaccord avec les différents gouvernements, sa popularité a toujours été grande dans le pays. Il est décédé en octobre 2013 à 102 ans.

LE DÉVELOPPEMENT DES LUTTES SOCIALES

Ces multiples procès démontrent que l'« économie socialiste de marché » a permis, certes, un développement économique sans précédent mais aussi un développement à deux vitesses. Les enrichissements énormes et frauduleux de certains ont pour corollaires divers scandales qui plongent d'autres secteurs dans la précarité et la misère. Depuis une vingtaine d'années, les luttes paysannes contre l'accaparement des terres et les expulsions sont récurrentes. Elles peuvent être parfois très violentes, avec une série d'affrontements avec la police. Les grèves ouvrières, souvent sauvages, ne sont pas rares. Elles aussi peuvent prendre un caractère violent et de confrontation, même si toutes n'atteignent pas le niveau des émeutes du printemps 2014 où, durant deux semaines, dans 22 provinces un certain nombre d'usines chinoises mais aussi sud-coréennes et taïwanaises avaient été mises à sac voire incendiées (1).

Les protestations contre les abus, la corruption et les violences de la police prennent également des formes d'organisation inédites, comme la désobéissance civile et même la séquestration. Le 15 avril 2017, dans la bourgade de Dong Tam (banlieue de Hanoi), les villageois ont séquestré pendant deux jours 38 policiers (dont 15 des compagnies antiémeutes), à la suite de l'arrestation et des violences exercées contre certains d'entre eux, qui s'opposaient à l'expropriation de terrains au profit de la société de communication Viettel Group (qui appartient à l'armée).

Par ailleurs, les arrestations régulières de blogueurs et blogueuses, leur condamnation et parfois leur expulsion à l'étranger sous l'accusation d'« activités visant à renverser l'administration populaire » font partie du paysage politique et social. Pour que le tableau soit complet, n'oublions pas l'Eglise catholique qui, bien qu'elle ne soit pas un modèle en matière de politique progressiste, est en mesure de mobiliser ses fidèles. On se souvient du centre de

Hanoi bloqué par des milliers de catholiques en 2008, lorsqu'ils réclamaient (à tort ou à raison) le retour d'un terrain à l'Eglise.

Les Vietnamiens possèdent en moyenne deux téléphones par personne et ont vite trouvé le chemin des réseaux sociaux. Depuis des années, en quelques instants, chaque incident notable se retrouve filmé et diffusé dans le monde entier.

UNE MOBILISATION CROISSANTE SUR L'ENVIRONNEMENT

Ce sont aussi, de plus en plus, des problèmes liés aux questions écologiques qui mobilisent de larges pans de la population.

A la fin des années 2000, une importante campagne de protestation contre l'exploitation d'une mine de bauxite gérée par des compagnies chinoises, avec du personnel chinois, dans les hauts plateaux du Centre avait reçu le soutien du général Giap (2). Dans trois lettres, il indiquait que ces mines ruinaient l'environnement, déplaçaient les minorités ethniques, et que l'afflux de travailleurs chinois menaçait la sécurité nationale. Cela dans un contexte de crise entre les deux pays, en raison de la revendication par la Chine des îles Hoàng Sa et Truong Sa (Paracels et Spratleys), et qui se traduit par des attaques répétées de bateaux de pêche vietnamiens par la marine chinoise.

A l'heure du changement climatique, les inquiétudes liées à la montée du niveau de la mer, désormais inéluctable, sont une réalité pour presque la moitié des provinces bordant l'océan. Selon les estimations du gouvernement, le tiers du delta du Mékong, grenier à riz du pays, sera submergé dans les prochaines décennies si le niveau de la mer continue d'augmenter.

C'est sur cette toile de fond que les scandales liés à la pollution mobilisent largement les gens car, au delà des conséquences directes, il y a à l'origine des faits de corruption patents. Le cas Formosa est exemplaire en la matière.



Les villageois de Dong Tam protestent contre les violences policières et séquestrent 38 policiers le 22 avril 2017



LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DUE À L'USINE FORMOSA

Cette aciérie taïwanaise de production d'aluminium située dans la province de Ha Tinh (centre du Viêt Nam) est à l'origine de la plus gigantesque pollution de l'histoire du pays. Le 6 avril 2016, des dizaines de milliers de poissons morts sont retrouvés sur les plages de la province. Puis ce phénomène touche les trois autres provinces plus au sud et arrive aux environs de Hué, douze jours plus tard. La pollution s'étend alors sur 200 kilomètres de côtes. Plus de 100 tonnes de poissons empoisonnés sont ramassés, la perte des élevages est identique. Les fonds maritimes sont sinistrés, des tonnes de coquillages sont contaminés.

A la catastrophe environnementale s'ajoute une catastrophe sociale : la pêche est une des activités essentielles de cette région. Ce sont environ 263 000 personnes vivant de la production aquatique qui sont touchées. Les autorités n'ayant pas réagi avec célérité, malgré le caractère exceptionnel de la catastrophe, des manifestations se produisent en différents points du pays : Hanoi, Hô Chi Minh ville, Nha Trang, Vung Tau, Da Nang, Hue et Nghe An. Durant trois dimanches de suite, elles regroupent des milliers de personnes qui réclament la lumière sur cette affaire. Car l'usine Formosa avait déjà défrayé la chronique en 2015. L'effondrement d'un échafaudage avait fait 13 morts et 24 blessés parmi les travailleurs. Les conditions de travail et l'arrogance des responsables de la société furent alors mises en évidence.

A la même époque, il avait aussi été révélé que Formosa avait bénéficié des autorités locales d'un passe-droit illégal, à savoir une autorisation d'exploitation pour une période de soixante-dix



Le résultat de la pollution due à l'usine Formosa

ans, alors que la loi sur l'investissement du Viêt Nam stipule qu'un projet à participation étrangère ne doit pas durer plus de cinquante ans (Thanh Nien, 27 mars 2015). Cela explique donc la profonde inquiétude des Vietnamiens qui, connaissant les problèmes de corruption (reconnus par le gouvernement depuis des décennies), les a poussés à manifester pour réclamer toute la lumière sur cette pollution.

Trois semaines après le début de la catastrophe, le 27 avril, le ministre de l'Environnement affirmait que la pollution était due à une marée rouge et à des toxines générées par l'activité humaine. Affirmation aussitôt rejetée par la société vietnamienne de pêche. Dans le même temps, l'arrogance des dirigeants de l'usine jette de l'huile sur le feu. L'un d'eux déclare : « Vous ne pou-

vez pas tout avoir. Vous devez choisir entre les poissons, les crevettes ou une aciérie ultramoderne » et prétend que ce phénomène reste encore inexpliqué (Tuoi Tre, 26 avril 2016).

Le 4 mai 2016, les autorités annoncent l'interdiction de commercialiser les fruits de mer pêchés dans les 20 miles nautiques des autres provinces concernées. La veille encore, le ministère de l'Environnement affirmait que les fruits de mer de la région respectaient les normes de sécurité.

Les autorités, par la voix du ministre de l'Environnement Tran Hong Ha, reconnaissent ne pas avoir réagi avec la célérité nécessaire face à cette catastrophe (Thanh Nien, 29 avril 2016).

Le 28 juin, après une enquête menée par une centaine de scientifiques, le gouvernement reconnaît enfin la responsabilité de l'usine Formosa dans la pollution. La société fait alors des excuses publiques et annonce qu'elle versera 500 millions de dollars de dédommagements aux provinces sinistrées.

Les manifestations ne cessent pas, mais elles sont suivies de multiples arrestations et de violences policières au point que cela a conduit la Fédération internationale des droits de l'Homme (et la LDH en France) à s'en inquiéter, dans une lettre ouverte qu'elle a adressée au Président Hollande à la veille de sa visite au Viêt Nam en septembre 2016.

Un an après la catastrophe, lors de nouvelles manifestations de pêcheurs, plusieurs arrestations ont eu lieu. A cette occasion, la police a arrêté Hoang Duc Binh, un activiste accusé d'avoir



Manifestation à Hanoi contre l'usine Formosa



Abattage d'arbres dans le centre de Hanoi

mais susceptible de déboucher sur la peine de mort.

LES MOUVEMENTS ÉCOLOGIQUES À HANOI

Parmi les autres scandales liés à l'environnement, citons les coupes sauvages et le trafic de bois précieux. Ces activités nécessitent des moyens techniques considérables mais également des complaisances ou des complicités tout aussi importantes, car elles ne peuvent passer inaperçues.

Le mouvement de sauvegarde des arbres à Hanoi (The Trees Movement [3]) a ainsi mobilisé sur des préoccupations environnementales. C'est une réaction citoyenne face à la décision arbitraire des autorités locales d'abattre des milliers d'arbres, souvent anciens et massifs, le long des rues de la ville. Outre le fait de constituer une atteinte à l'identité de cette ville et à la nécessité de conserver des lieux ombragés, la décision par ces autorités de procéder à de tels abattages n'a jamais été très claire. Les protestations et les manifestations se sont heurtées là encore à la répression et aux intimidations. Des accusations de manipulations venues de l'étranger ont été proférées à l'encontre des protestataires.

Enfin, Hanoi est maintenant sous une nappe de pollution pendant une grande partie de l'année, ce qui pose de nouveaux problèmes sanitaires importants. Dans plusieurs villages, selon la presse, les habitants présentent des taux de cancer exceptionnellement élevés, probablement en raison de la contamination par le plomb dans l'approvisionnement en eau. Selon *The Economist*, deux tiers des eaux usées industrielles s'écoulent dans les lacs et les rivières.

Jusqu'à présent, la plupart de ces contestations sont restées sectorielles, mais les questions liées à l'environnement pourraient être fédératrices dans la mesure où elles ont un impact sur la vie quotidienne et concernent la santé de l'ensemble de la société, et non pas l'une ou l'autre de ses composantes.

Au moment de terminer cet article, on apprend une nouvelle hécatombe massive de poissons dans la province de Quan Ngai. Les poules et les canards des fermiers alentour sont morts après en avoir mangé (*Tuoi Tre News*, 23 octobre 2017)

Quant à Vo Kim Cu, qui, en tant que chef de la province de Ha Tinh, a été directement responsable de la signature de documents illégaux ayant facilité les opérations de Formosa (y compris celle qui a permis à l'entreprise de décharger les eaux usées ayant entraîné la mort des poissons), il avait été renvoyé de tous les postes du gouvernement, y compris celui de chef du parti et de Président de la province de Ha Tinh. En avril, il avait même démissionné de son poste de délégué de l'Assemblée nationale pour « raisons de santé »... Mais il vient d'être nommé vice-président d'un conseil chargé de renforcer l'efficacité économique des coopératives nationales, grâce à une directive signée par le Premier ministre. Comme l'indique le quotidien *Tuoi Tre* du 8 septembre, « le public se demande pourquoi un fonctionnaire ayant fait preuve de tant de négligences a pu être nommé à un autre poste de présidence ».

La réponse n'est pas encore parvenue aux intéressés.

Dominique Foulon

Manifestation contre la campagne d'abattage des arbres à Hanoi

« troublé l'ordre public et abusé de sa liberté démocratique pour porter atteinte aux intérêts de l'Etat ». Depuis, une autre « activiste » a été arrêtée : Tran Thi Xuan, 41 ans, accusée d'« activités visant à renverser l'administration populaire », selon l'article 79 du Code pénal – un article de loi à la formulation vague,



(3) Voir Grassroots Environmental Activism in an Authoritarian Context : The Trees Movement in Vietnam.